



Afrive est le magazine africain de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable

DOSSIER

18

Finance verte

S'achemine-t-on vers une redéfinition de l'investissement en Afrique ?

GROS PLAN 36

Visioproces et ElectriFI : des solutions pionnières pour l'accès à l'énergie et la gestion intelligente des ressources

MICRO MAJEUR 44

Défis de l'urbanisation rapide et du climat : Vers un développement urbain durable pour les villes africaines

COOPÉRATION 52

Nous irons à la découverte des actions de Montpellier Méditerranée Métropole pour la durabilité en Afrique

LA FIRST BANK
VOUS DONNE

Carte
Blanche

Souscrivez à votre

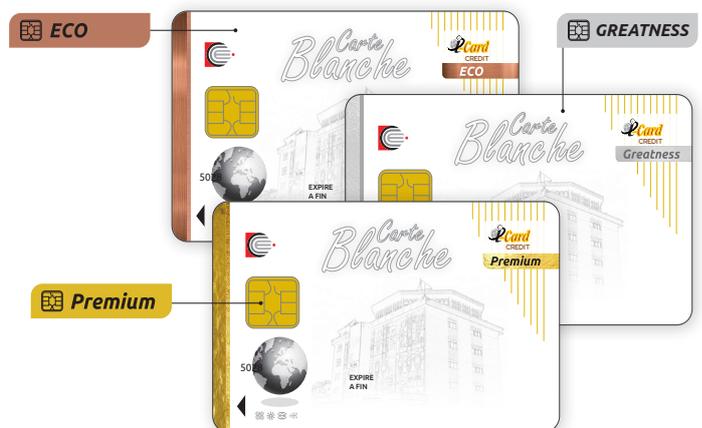
Carte
Blanche

POUR VOS

Crédits à Court Terme

- Fini les **files d'attente en agence**
- Fini les **dossiers de crédits**
- Fini les **attentes de validation**

Notre gamme



L'intérêt de la clientèle est notre priorité



☎ 222 51 80 50 / 679 00 96 26

📞 653 46 53 46

✉ qualite@afilandfirstbank.com

🌐 www.afilandfirstbank.com



Afriland First Bank

La finance verte pour le développement endogène de l'Afrique

© kyOkO mAtsUnO



Olivier Guillon

Président de la société AfriVe

À l'heure où l'Afrique se trouve à un carrefour critique de son développement, la finance verte se positionne comme un levier stratégique pour relever les défis économiques et environnementaux. Avec des prévisions annonçant une urbanisation rapide, où près de 900 millions de personnes supplémentaires rejoindront les centres urbains d'ici 2050, la nécessité d'adopter des

pratiques durables et inclusives devient impérative.

La Banque africaine de développement estime qu'au moins 90 milliards de dollars par an seront requis pour répondre aux besoins liés à cette urbanisation. Pourtant, les municipalités africaines souffrent d'une insuffisance de ressources fiscales et d'un accès limité aux financements internationaux. Les mécanismes de financement traditionnels s'avèrent souvent inadaptés, laissant un large potentiel inexploité pour des solutions innovantes telles que les obligations vertes et les partenariats public-privé.

La finance verte, soutenue par des fintechs et des technologies comme la blockchain, joue un rôle essentiel dans la transition vers une économie durable. Par exemple, des initiatives comme le Fonds Africain d'Efficacité Énergétique (FAEE), lancé par Atti-

jariwafa Bank, montrent la voie en finançant des projets d'efficacité énergétique à fort impact. De même, la récente levée de 83 millions de dollars par Cape Town à travers des obligations vertes illustre comment des mécanismes financiers innovants peuvent améliorer l'infrastructure urbaine et renforcer la résilience face au changement climatique.

Malgré les progrès, des défis demeurent. Le secteur de l'énergie hors-réseau, par exemple, continue de souffrir d'un manque d'investissements en capital, avec la majorité des fonds prenant la forme de dettes inadaptées aux start-up. La pandémie a exacerbé ces tensions, faisant chuter les ventes et aggravant la crise de liquidité. Toutefois, des signes de redressement apparaissent, avec des investissements atteignant un sommet historique de 420 millions de

dollars en juillet 2024 pour les start-ups africaines.

Pour capitaliser sur ces opportunités, il est essentiel d'adopter une approche collaborative, impliquant les gouvernements, les entreprises privées et la société civile. À l'approche de la COP29, nous devons renforcer les capacités des villes à intégrer les enjeux climatiques dans leur planification, tout en favorisant une gouvernance locale participative.

La finance verte ne se limite pas à un simple outil économique ; elle est un catalyseur pour transformer les défis environnementaux en opportunités de croissance. En mettant en avant des projets durables et inclusifs, l'Afrique peut tracer un chemin vers un avenir résilient et prospère. •

Olivier Guillon

ÉDITEUR

AfriVe

CONTACTS

94200 Ivry-sur-Seine
+ 33 651 15 90 13
+ 237 65 66 00 80 50

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Olivier Guillon

DIRECTION

William Wamba
Jean Marie Kenfack

COMITÉ DE RÉDACTION

Olivier Guillon
Norbert Nkuipou

COMMERCIALISATION

Cèdres Développement VBO
pmp-net@wanadoo.fr
marketing@afriVe.info

NUMÉRO ISSN

3037 - 6211

PÉRIODICITÉ | NUMÉRO

Trimestriel | Numéro 3

DATE DE LA PARUTION

Oct - Nov - Déc 2024

IMPRESSION

Eoz Imprimerie

CRÉDITS PHOTOS

Une : Pixabay | Articles : iStock

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Jean Marie Kenfack

CONTRIBUTIONS

Habib Tizi, Patricia Angonemane, Luchelle Feukeng, Denis Deschamps, Daniel Oulai, Jérôme Lopez, Clare hart, Simon Trace, Mélaine Assè-Wassa S. ...

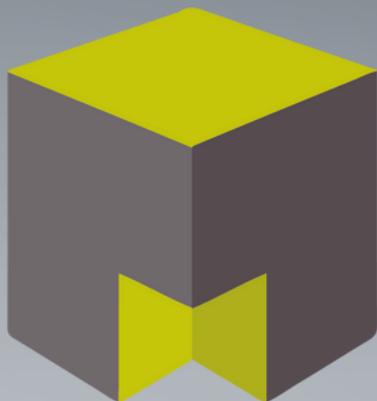
CONCEPTION GRAPHIQUE

Société Afrive digital Services

Merci de vous abonner à notre newsletter en scannant simplement le code QR.



Adh rez au



CFM

L'ASSOCIATION
DE LA
MESURE
INDUSTRIELLE

et faites votre transition

METROLOGIQUE

"If you can't measure it, you can't improve it."
Lord Kelvin

www.cfmetrologie.com





FINANCE VERTE : S'ACHEMINE-T-ON VERS UNE REDÉFINITION DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE ?

- 20 Finance verte en Afrique : défis structurels et perspectives de réforme
- 23 Impact des crédits carbone sur les énergies renouvelables en Afrique
- 24 Crédits carbone : une opportunité pour l'Afrique
- 25 Fintech et Blockchain : impact sur l'économie durable
- 28 Finance verte : diversité des instruments et approches adaptées
- 30 La part du Cameroun pour la durabilité
- 32 La BEI : un partenaire stratégique pour l'Afrique ?
- 34 Réinventer le financement de la transition énergétique en Afrique

18
-
35

ÉDITORIAL 03

La finance verte pour le développement...

REGARD 07

Pour une prospérité verte et partagée...

ACTUALITÉ 08

Les dernières nouvelles liées à l'environnement, à l'économie verte et à la croissance durable en Afrique

PENSER LE FUTUR 46

Leadership entrepreneurial et finance verte comme catalyseurs de la sécurité alimentaire au Gabon

GROS PLAN 36

- Capital patient pour un avenir radieux : investir dans l'énergie hors-réseau en Afrique
- La gestion des bâtiments avec Smartglobe

DÉCOUVERTE 52

Montpellier Méditerranée Métropole : un partenaire engagé pour la durabilité et le en Afrique

MICRO MAJEUR 42

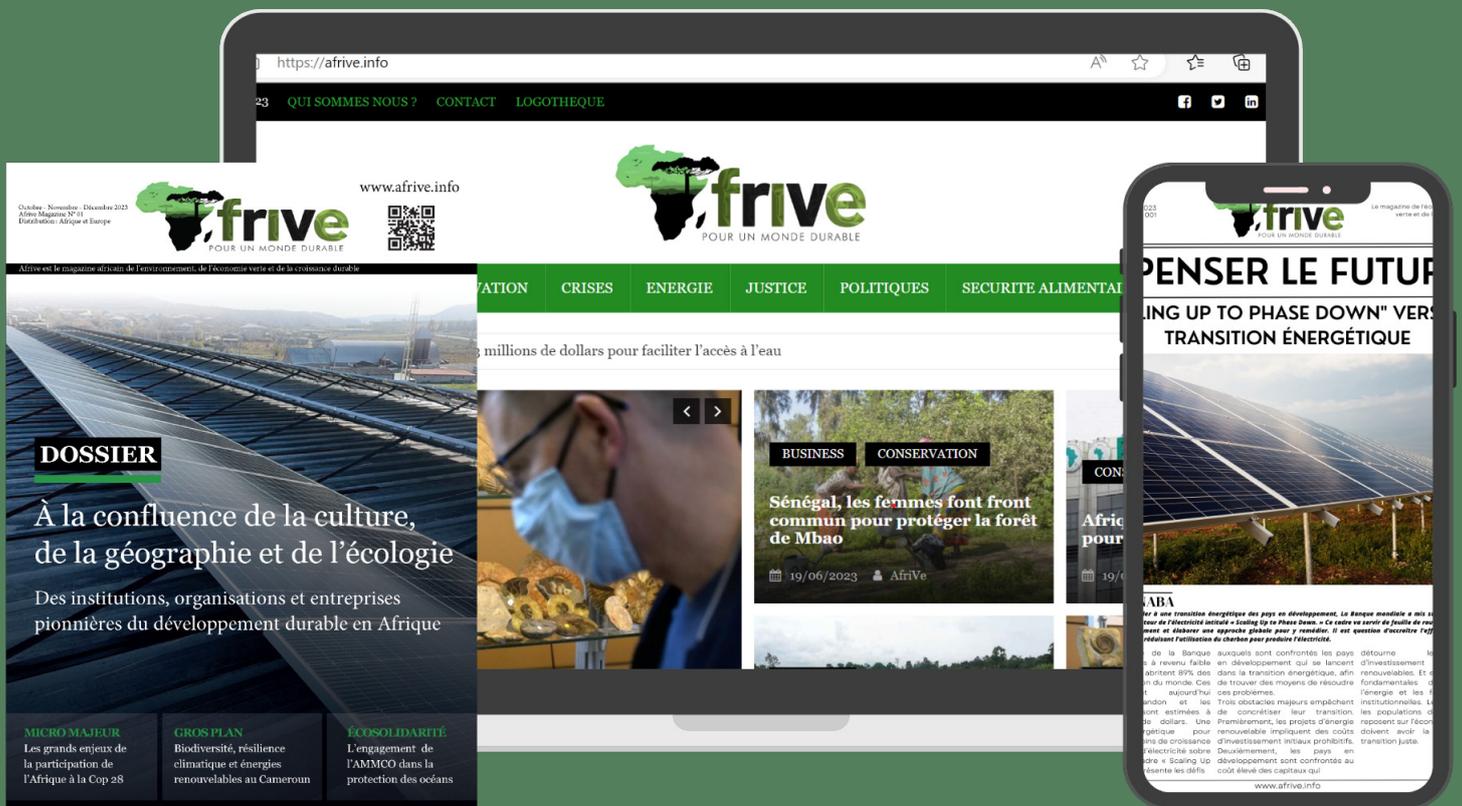
- Défis de l'urbanisation rapide et du changement climatique dans les villes africaines
- Adopter le principe du pollueur-payeur...

VISAGES DE L'ENV. 56

Kathia Gretta et Natasha Douho : quand l'art et l'innovation transforment l'environnement et autonomisent les communautés



Le magazine de l'environnement, de l'économie verte et de la croissance durable



Afrive diffuse l'actualité environnementale africaine via divers canaux (print, PDF, site internet, newsletter), accompagnant les entreprises écoresponsables dans leur communication.



Découvrez notre Kit media

Pour une prospérité verte et partagée...



© Hady Photo/APP

Denis Deschamps

Secrétaire général de
Migrations Climat
International

[Denis Deschamps est un expert engagé dans les domaines des sciences, des relations internationales et du développement durable. Membre de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer (ASOM), il contribue à la recherche sur les enjeux spécifiques des territoires ultramarins et des pays francophones. Comme membre du Conseil Afrique & Francophonie (DJulius Conseil), il œuvre à renforcer les partenariats entre la France et l'Afrique, tout en promouvant des initiatives de développement économique et social.]

Au sein de Migrations & Climat International, il s'attaque aux défis liés aux migrations induites par le changement climatique, plaidant pour des solutions durables et inclusives. En tant que PEA des Conseillers du Commerce Extérieur de la France, il soutient l'internationalisation des entreprises françaises et renforce les relations économiques avec les pays africains.

NDLR]

« L'intelligence est la chose au monde la mieux partagée » comme l'a énoncé en son temps François Mitterrand, en adaptant la première phrase du Discours de la méthode, de René Descartes qui évoquait alors le « bon sens » (1637). Mais, ajoutait-il avec toute son acidité politique du XXème siècle, « la volonté c'est plus rare » ...

De même, s'agissant du Climat, on peut toujours se dire que nous l'avons tous en partage et que le soleil luit pour chacun sur la planète bleue. Cependant, les conséquences du dérèglement climatique causé notamment par la concentration en gaz à effets de serre dans l'atmosphère ne sont pas vraiment uniformes au Nord et au Sud.

En effet les différents chocs environnementaux et météorologiques jouent aujourd'hui un rôle à ce point indéniable dans la mobilité humaine des populations du Sud (Afrique sub-saharienne) vers le Nord (Europe), que nous devons absolument intégrer la notion de **migration climatique** dans notre recherche d'un partenariat renouvelé entre l'Afrique et l'Europe.

Les populations vulnérables du Sud, poussées par le changement climatique à trouver au Nord des zones plus favorables à leur existence, doivent ainsi se voir proposer des solutions économiques pertinentes, comme le renforcement des chaînes de valeur (production et consommation locales), dans une logique à la fois responsable et durable, pour assurer la création d'emplois et de

revenus dans les territoires possiblement impactés par le climat.

Avant que cela se fasse, il convient aussi d'intervenir au travers de la sensibilisation et de la formation des populations et autorités locales aux questions du climat, en même temps que de développer des projets à impact positif (dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de la forêt, de l'eau, de l'éducation, de l'énergie...) et d'autres actions adaptées et durables, qui doivent pouvoir conduire la résilience des territoires africains par rapport à un changement climatique qu'ils endurent, alors qu'ils n'en sont pas eux-mêmes à l'origine.

Car le problème est là, dans cette perception distincte, au Nord ou au Sud, que l'on peut encore avoir du changement climatique et de ses conséquences sur les populations. En Europe (Nord), on mettra ainsi en avant le danger des migrations incontrôlées sur la cohérence du continent, tandis qu'en Afrique (Sud), l'inquiétude portera de plus en plus sur ces populations qui, pour des raisons climatiques, ont quitté le monde rural pour la ville, sans vraiment trouver dans la croissance urbaine le travail nécessaire pour assurer leur subsistance.

Au-delà de cette différence d'angle de vue, il n'en demeure pas moins vrai que l'Europe a une **dette** vis-à-vis du Sud, autrement dit l'Afrique sub-saharienne qui, plutôt que de se consacrer à son développement endogène et à un cheminement responsable et durable vers une croissance verte, continue de produire en quantité des matières

premières (comme le chocolat) et des ressources naturelles (minerais) qui ne sont consommées qu'au Nord.

Si on veut éviter un jour de plus en plus proche de rentrer dans des considérations de **Justice climatique**, le Nord doit donc fournir un réel effort pour mettre en place des actions concrètes, comme la formation pour l'employabilité des jeunes et l'entrepreneuriat au Sud, et également la transformation en Afrique des produits agricoles

Cet effort est en fait d'autant plus impératif que nous nous situons maintenant dans un contexte de « nouvelles indépendances » alors que le dérèglement climatique affecte tout particulièrement le Sud. Comme d'autres Organisations non gouvernementales, l'association Migrations Climat International, prétend ainsi prendre sa part à l'édification de ce nouveau partenariat entre le Nord (Europe) et le Sud (Afrique) passant par des solutions à impact positif qui permettent aux populations de se maintenir dans leurs lieux de vie habituels.

Mais, nous en sommes parfaitement conscients, le chemin est encore long et passe d'abord par la prise de conscience nécessaire des autorités locales et l'information des populations sur les actions résilientes qui doivent être menées entre l'Afrique et l'Europe, pour un monde plus durable, c'est-à-dire mieux relié à la nature et où la disparition des espèces n'aurait plus cours et la circularité serait élevée en **modèle de prospérité**.

Denis Deschamps

ÉNERGIE DURABLE

CEI Africa soutient MPower avec un investissement stratégique dans les solutions solaires

CEI Africa, acteur majeur dans le financement des projets d'énergie hors réseau, a récemment annoncé un investissement dans MPower, un fournisseur innovant de solutions solaires décentralisées. Ce partenariat vise à renforcer l'accès à l'énergie en Afrique subsaharienne et à favoriser le développement économique à travers des solutions durables.

Source : CEI AFRICA site web



CEI Africa soutient MPower avec un investissement stratégique dans les solutions solaires

La Fondation pour l'énergie propre et l'inclusion énergétique en Afrique (CEI Africa) a reçu le feu vert de son comité d'investissement pour soutenir MPower Ventures AG (MPower) via la plateforme de crowdfunding Republic. L'investissement pourrait atteindre jusqu'à 100 % des fonds levés, avec un plafond fixé à 750 000 euros. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large de CEI Africa, qui a déjà alloué 5,6 millions de dollars en subventions pour le développement de mini-réseaux sur le continent.

Manuel Seiffe, cofondateur et PDG de MPower, a exprimé son enthousiasme face à ce partenariat : « Chez MPower, nous croyons fermement que l'énergie solaire, associée à des solutions de financement, est essentielle

pour stimuler le développement économique en Afrique subsaharienne et combattre la pauvreté énergétique. Nous sommes reconnaissants du soutien de CEI Africa et impatients de collaborer ».

Cet investissement permettra à MPower d'exécuter sa stratégie de croissance, centrée sur trois axes principaux : élargir son réseau de distributeurs, diversifier son portefeuille de produits et optimiser ses solutions de financement. L'approche novatrice de MPower, qui combine l'accès à l'énergie et des offres financières adaptées, vise à réduire le fossé énergétique dans les zones mal desservies.

CEI Africa et MPower partagent une vision commune : lutter contre la pauvreté énergétique et promouvoir des solutions d'énergie propre en Afrique subsaharienne, où les défis restent considérables. Ce partenariat représente une étape significative vers l'amélioration de l'accès à l'énergie durable sur le continent, tout en soutenant le développement économique local.

Habib Tizi

COOPÉRATION

La Mauritanie et l'Inde renforcent leur coopération environnementale

La ministre de l'Environnement et du Développement Durable de Mauritanie, Messouda Baham Mohamed Laghdaf, a rencontré l'Ambassadeur de l'Inde pour discuter de la coopération dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

La ministre mauritanienne de l'Environnement, Messouda Baham Mohamed Laghdaf, a reçu en audience le 13 septembre l'Ambassadeur de l'Inde en Mauritanie, Naresh Kumar, accompagné de son assistant commercial, Oumar Mahmoud Kane. Cette rencontre visait à explorer les possibilités de collaboration accrue entre les deux nations dans les secteurs de l'environnement et de l'exploitation durable des ressources naturelles.

Les discussions ont particulièrement porté sur l'orpaillage et ses impacts environnementaux. La Mauritanie, confrontée à des problèmes de pollution et de dégradation des sols, a montré un intérêt pour les technologies indiennes qui permettent d'extraire l'or sans produits chimiques, comme l'extraction gravitaire. Cette méthode respectueuse de l'environnement pourrait significativement réduire l'empreinte écologique des activités minières dans le pays.

Les deux parties ont également abordé la lutte contre la désertification, un enjeu majeur pour la Mauritanie. L'Ambassadeur a proposé un soutien technique de l'Inde, notamment à travers des programmes de renforcement des capacités et le transfert de technologies vertes. L'Inde, reconnue pour son expertise en hydraulique villageoise, a réaffirmé son engagement à aider la Mauritanie dans la gestion durable de ses ressources en eau et l'utilisation de produits non polluants.

Les solutions à l'exode rural, exacerbées par les changements climatiques, ont également été discutées. Le développement de techniques



La Mauritanie et l'Inde unissent leurs forces pour relever les défis environnementaux.

agricoles durables et la promotion des énergies renouvelables ont été identifiés comme des priorités pour atténuer ce phénomène. L'Inde a proposé de partager son expérience en tourisme écologique pour favoriser des projets communs dans ce domaine.

Un cadre de coopération économique et technique a été évoqué comme un moyen de renforcer les partenariats bilatéraux. La réunion a également vu la participation du Secrétaire Général du Ministère, Moulaye Brahim Moulay Driss, et de Nabila Dahmoud Merzoug, conseillère technique en communication et éducation environnementale.

La Mauritanie, avec un code d'investissement attractif, constitue un environnement propice à l'investissement étranger, en particulier dans le secteur des énergies renouvelables. Cette rencontre représente une avancée significative dans le rapprochement entre la Mauritanie et l'Inde, visant à établir des initiatives communes pour la protection de l'environnement et le développement durable. •

H. T.

DURABILITÉ

L'AJVC organise un webinaire pour la durabilité à Yaoundé

Le 19 octobre 2024, l'Association Jeunesse Verte du Cameroun (AJVC) a organisé un webinaire intitulé « COP CHEZ NOUS 2024 », visant à renforcer les capacités des jeunes leaders africains sur les enjeux environnementaux. Cet événement s'est tenu à l'approche de plusieurs conférences internationales cruciales, notamment la COP 29 en Azerbaïdjan, la COP 16 sur la désertification à Riyad, et la 117ème Conférence des Parties sur la biodiversité en Colombie.

Le webinaire a rassemblé près de 500 participants en ligne, provenant des 11 pays d'Afrique Centrale. L'objectif principal de cette rencontre était de fournir aux jeunes des outils et des connaissances pour une représentation efficace lors des négociations internationales. Les organisateurs ont souligné l'importance d'une préparation adéquate pour aborder les enjeux environnementaux contemporains et maîtriser les techniques de plaidoyer nécessaires à leur engagement.

Les discussions se sont concentrées sur plusieurs thématiques essentielles, notamment : Le Climat, paix et sécurité en Afrique Centrale : Les participants ont exploré comment les enjeux climatiques affectent la stabilité régionale et les moyens de promouvoir la paix à travers des initiatives environnementales. La Criminalité environnementale : Ce sujet a mis en lumière les défis liés à la déforestation illégale, au braconnage et à d'autres formes de criminalité qui menacent la biodiversité et les écosystèmes locaux. Le Genre et écoféminisme : Les intervenants ont discuté de l'importance d'inclure les perspectives de genre dans les discussions environnementales, soulignant que les femmes jouent un rôle crucial dans la gestion des ressources naturelles.

Une question centrale a été posée : Quel chemin doivent emprunter les jeunes, les adolescents, les femmes et les minorités pour transformer le discours en actions concrètes au sein de ces négociations internationales ? Cette interrogation a suscité des échanges riches et des propositions d'initiatives concrètes.

Appel à l'Action

Les organisateurs ont encouragé la participation active

de tous les jeunes leaders, insistant sur l'importance d'aligner les engagements de l'État avec les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ils ont également exprimé le souhait d'établir un cadre de collaboration entre les participants, leurs institutions et le REJEFAC sur les enjeux cruciaux du bassin du Congo.

Ce webinaire a constitué une étape importante pour mobiliser les jeunes autour des enjeux environnementaux et favoriser une synergie partenariale en faveur d'un avenir durable. Les efforts conjugués des jeunes leaders et des institutions sont essentiels pour faire entendre la voix de l'Afrique lors des négociations internationales. En effet, la mobilisation des jeunes est cruciale pour garantir que leurs préoccupations et leurs idées soient intégrées dans les politiques environnementales et les décisions prises au niveau mondial.

Le webinaire « COP CHEZ NOUS 2024 » a non seulement permis de sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux, mais a également créé un espace de dialogue et de collaboration. Les participants ont quitté la session avec un sentiment d'engagement renouvelé et des outils pratiques pour agir dans leurs communautés respectives. La route vers un avenir durable est semée d'embûches, mais avec une mobilisation collective et des actions concrètes, les jeunes peuvent jouer un rôle déterminant dans la protection de notre planète. •

H.T.

BIODIVERSITÉ

Café de presse du WWF : Lancement du Rapport Planète Vivante 2024

Le 19 octobre dernier, le WWF a organisé un café de presse à Yaoundé pour présenter son Rapport Planète Vivante 2024, mettant en lumière la dégradation alarmante de la biodiversité mondiale, avec un accent particulier sur l'Afrique et le bassin du Congo.

Le samedi 19 octobre 2024, Afrive a été convié à un café de presse au restaurant Rue Nègre à Yaoundé, présidé par Alain Bernard Ononino, Directeur National de WWF Cameroun. Cet événement marquait la 15^e édition du Rapport Planète Vivante, une publication phare réalisée en partenariat avec la Zoological Society of London (ZSL). Ce rapport, publié tous les deux ans depuis 1998, met en exergue l'état critique de la biodiversité à l'échelle mondiale.

État alarmant de la biodiversité

Le Rapport Planète Vivante 2024 révèle une perte de biodiversité sans précédent, avec un déclin global de 73 % des populations d'animaux sauvages depuis 1970, une augmentation par rapport aux 68 % constatés il y a deux ans. En Afrique, ce chiffre atteint un inquiétant 76 %. Pour établir ces constats, 5 495 espèces animales ont été suivies, illustrant ainsi l'ampleur de la crise écologique.

Les cinq prochaines années seront cruciales pour la biodiversité du bassin du Congo et du Cameroun. En effet, 55 % du PIB mondial dépend directement ou indirectement de la nature, soulignant l'importance de la conservation des écosystèmes pour la prospérité économique. Cependant, le rapport met en garde contre les défis liés aux projets de marché carbone. Pour être rentables, ces projets nécessitent un taux de déforestation supérieur à 2 %, ce qui pose des questions sur la viabilité des initiatives dans le bassin du Congo, souvent considéré comme un financement à perte par rapport à des régions comme l'Amazonie, qui offre un meilleur potentiel pour le développement de carbone.

Mobilisation

Le WWF appelle à une mobilisation collective pour inver-



ser cette tendance alarmante. Les actions nécessaires incluent la transformation des systèmes alimentaires, énergétiques et financiers, ainsi que des efforts de conservation plus efficaces. Le rapport souligne également que plusieurs écosystèmes mondiaux approchent de points de bascule irréversibles, ce qui pourrait avoir des conséquences catastrophiques sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations.

Pour sensibiliser les jeunes à ces enjeux, une version condensée du rapport, adaptée à un public plus jeune, sera publiée début novembre 2024. Ce rapport constitue un appel urgent à la prise de conscience et à l'action pour préserver notre planète et ses écosystèmes vitaux. Le Rapport Planète Vivante 2024 du WWF est un cri d'alarme sur l'état de notre biodiversité et un appel à l'action pour tous les acteurs de la société. •

Patricia Angonemane

FINANCE CLIMATIQUE

GREENPEACE

La COP doit agir en faveur de l'Afrique : un appel à l'action aux négociateurs africains

À quelques semaines de la COP 29 en Azerbaïdjan, les négociateurs africains ont été invités à saisir l'opportunité de cette plateforme pour faire progresser la question du financement équitable du climat pour le continent. Greenpeace Afrique et les Mouvements pour la Justice Climatique ont présenté un document au Groupe Africain de Négociateurs pour la mise en place d'un cadre de financement climatique ambitieux basé sur les besoins concrets observés sur le terrain.

la longue liste des pertes et dommages causés par le changement climatique, soulignant l'urgence de sécuriser les fonds nécessaires pour atténuer ces effets. »

Parmi les principales demandes des négociateurs africains figurent des appels pour un nouvel objectif collectif quantifié (NOCQ) visant à prioriser l'augmentation du financement public pour la lutte contre le changement climatique. Ces fonds devraient être soutenus par une taxe sur les dommages climatiques et sur l'extraction des combustibles fossiles. Les militants réclament également un financement public net pour éviter de peser davantage sur les économies africaines, ainsi que l'arrêt de tout soutien à la production de combustibles fossiles et autres initiatives irresponsables qui ne font qu'aggraver la crise climatique.

Firida Debora, Jeune ressortissante de Yagoua, dans l'extrême nord Cameroun a déclaré :

« C'est la rentrée scolaire au Cameroun, et près de 100 écoles sont restées fermées dans le septentrion, ma région d'origine. À Yagoua, où je réside, au moins 13 000 personnes ont été affectées par les inondations. Au fil des ans, la situation se détériore et suscite de vives inquiétudes. Dans le Nord, l'éducation des jeunes filles n'est pas une priorité, et lorsque des catastrophes naturelles s'ajoutent, la



Luchelle Feukeng

Chargée de la Communication et du Storytelling - Greenpeace Afrique

Sylvie Michele Ongbassomben, Chef de projet de la Campagne Forêt chez Greenpeace Afrique a déclaré :

« Les données récentes sont alarmantes. Entre juillet et août 2024, la région de l'Extrême-Nord a subi à plusieurs reprises des inondations, entraînant la destruction de plus de 8 000 maisons et affectant environ 160 000 personnes. De nombreux enfants risquent de connaître une année scolaire difficile en raison de ces inondations. Par ailleurs, près de 3 000 hectares de plantations ont été dévastés, ce qui constitue une catastrophe pour le Cameroun, où, en 2023, près de 3 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë, selon les données gouvernementales. Ce nouvel épisode dramatique s'ajoute à



De gauche à droite : Hervé Makebel, Sylvie Michèle Ongbassomben, Firida Débora, Luchelle Feukeng.

situation devient encore plus complexe. L'éducation est un droit fondamental, et aucun enfant ne devrait en être privé. »

L'une des mesures clés pour résoudre l'épineux problème de l'adaptation aux changements climatiques demeure la sécurisation de fonds auprès des institutions financières appropriées.

Hervé Makebel Expert en finance climatique, chef du département Climat Jeunes Volontaires Cameroun et membre du Mouvement pour la Justice Climatique a déclaré :

« Le moment est venu d'agir. Les financements sont essentiels pour l'action climatique et la survie de l'Afrique, et heureusement, ils existent et sont accessibles. C'est à nous de les mobiliser. Il suffit de renforcer les capacités des organisations et autres parties prenantes à travers des formations et des échanges d'expériences. Nous devrions également continuer à plaider pour la simplification des procédures d'accès à ces financements. »



Les militants pour le climat face aux médias.

À l'approche de la COP 29, Greenpeace Afrique exhorte les négociateurs à plaider en faveur d'un plan de financement qui réponde véritablement aux défis climatiques de l'Afrique. Les nations riches et les entreprises de combustibles fossiles doivent payer leur dû, en soutenant la transition de l'Afrique vers un avenir durable. •

Contacts media
lfeukeng@greenpeace.org
+237 656 46 35 45
Sylvie M. Ongbassomben,
songbass@greenpeace.org
+237 6 77 47 54 66

TRIBUNE

CIM2025 : La métrologie pour la durabilité

La métrologie est la science de la mesure qui englobe tous les aspects théoriques et pratiques se rapportant aux mesurages. Elle peut être légale (exigences et procédures pour la protection des consommateurs), fondamentale (recherche, principe et méthode fondamentaux) ou industrielle (maîtrise des processus de fabrication et de qualité des produits), et nous concerne tous à toutes les échelles. Aujourd'hui elle constitue un outil essentiel pour le déploiement de solutions durables dans notre société.

Un des objectifs fondamentaux de la métrologie est de s'assurer de la fiabilité et de la conformité des résultats de mesures émis. En effet pour pouvoir comparer et donc exploiter un résultat de mesure, il faut évaluer le niveau de confiance que l'on peut avoir en ce résultat. On peut ainsi le comparer à des spécifications normatives, réglementaires ou internes, ou à d'autres résultats émis par d'autres organismes ou à des références.

Ce besoin de fiabilité est particulièrement important dans le domaine des mesures environnementales qui sont souvent directement liées à des problématiques de santé publique : qualité de l'air, de l'eau, identification de polluants émergents, etc. Le déploiement de méthodologies d'estimation des incertitudes de mesure adaptées, de nouveaux étalons de référence pour l'analyse de gaz par exemple ou encore l'édition de base de données de résultats fiables permet de réaliser des analyses précises à grande échelle et de répondre ces nouveaux enjeux de société.

Une autre mission de la fonction métrologie est de pouvoir optimiser les ressources utilisées sans compromettre la qualité des produits émis ou la sécurité des personnes impliquées dans les processus de production et de contrôle. Le métrologue identifie finement les besoins métrologiques pour y répondre au juste nécessaire : mise en place de processus de surveillance entre deux étalonnages, optimisation des périodicités des opérations de suivi métrologique, choix des équipements et des méthodes adaptées pour éviter la sur-qualité tout en maîtrisant les risques, etc. L'ensemble de ces opérations permet de rationaliser chaque étape au juste nécessaire et de s'inscrire dans une démarche de durabilité à l'échelle industrielle.

Enfin, sans être exhaustif dans les possibilités offertes par la métrologie, elle permet d'accélérer et de faciliter la mise en place de nouvelles innovations technologiques. Prenons l'exemple de

la mobilité. Une volonté de plus en plus importante se fait sentir pour l'utilisation de nouveaux carburants durables, ce qui s'associe à des défis de grande ampleur. L'utilisation de l'hydrogène comme combustible dans les cellules électrochimiques notamment demande à ce que celui-ci soit d'une grande pureté tout au long de la chaîne de production et d'exploitation. Les durées de vie et les performances des piles à combustibles en étant directement dépendantes.

Il est ainsi nécessaire d'analyser de manière fiable la présence de différentes substances à des concentrations très faibles dans un fluide en grande concentration. Des paramètres précis de validation des méthodes et des équipements de mesure doivent être définis : limite de détection, justesse, répétabilité, incertitude de mesure, ... ces exigences sont définies et évaluées par la métrologie.

La métrologie constitue ainsi un outil essentiel de l'essor d'une société plus durable. Et le *Congrès International de Métrologie, CIM*, qui souhaite toujours s'inscrire dans les problématiques les plus actuelles proposera plusieurs conférences sur le sujet ainsi qu'une table-ronde dédiée.

Le Congrès International de Métrologie – « Une nouvelle métrologie pour une industrie et une société durables »

Le Congrès International de Métrologie, CIM est un événement unique en Europe qui rassemble industriels, scientifiques, experts et toutes les parties prenantes souhaitant se tenir informées des dernières innovations et perspectives d'évolution du secteur. Le CIM existe depuis plus de 40 ans en France, et aura lieu pour une nouvelle édition du 11 au 14 mars 2025 à Lyon conjointement à Global Industrie, le salon français dédié aux thématiques industrielles rassemblant entre 40 000 et 50 000 visiteurs.



Le congrès en lui-même accueille près de 600 participants en provenance de 45 pays différents. Dont 65% d'industriels de tous secteurs d'activité et 35% d'organismes, de laboratoires et d'enseignants. L'évènement s'étend sur 4 jours. Il est composé de 200 conférences orales ou au format poster, de tables-rondes, d'une session plénière avec des personnalités du monde de la mesure, de workshops et de nombreuses activités de réseautage. La tenue du Congrès s'associe à la présence d'un village métrologie dans le salon Global Industrie qui est l'endroit incontournable pour faire des rencontres et du réseautage !

L'édition du CIM 2025 sera présidée par Martin Milton, directeur du Bureau International des Poids et Mesure, l'entité de référence internationale sur tous les sujets liés à la science des mesures et aux étalons de mesure. L'édition du CIM de 2025 est placée au cœur de la thématique « une nouvelle métrologie pour une industrie et une société durables ».

Le programme détaillé du congrès sera disponible en octobre prochain, il donnera la parole à des membres d'instituts nationaux de métrologie, des professionnels de la mesure, des sociétés prestataires ou utilisatrices, des chercheurs, des ingénieurs de différents centres de recherche, des experts indépendants...

Nous pouvons déjà annoncer qu'il comptera :

- une session de présentations orales dédiée à la durabilité

avec des présentations autour de la qualité de l'air, de la smart city, des énergies décarbonnées, l'agro-alimentaire.

- une table-ronde autour des mesures de polluants avec des intervenants experts issus du monde académique et industriel
- une intervention en séance plénière d'une personnalité influente sur le thème de la durabilité

Et nous aurons l'occasion pour cette nouvelle édition de fêter les 150 ans de la convention du mètre, date importante pour la métrologie mondiale.

Nous vous donnons rendez-vous au Parc Eurexpo à Lyon du 11 au 14 mars 2025 pour une nouvelle édition passionnante du *Congrès International de Métrologie, le CIM2025*. •

Pour aller plus loin :

Congrès international de métrologie
<https://www.cim-metrology.org/en/>



SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

Un forum scientifique pour une approche multisectorielle dans la lutte contre les maladies liées au climat

La capitale sénégalaise a été le théâtre d'une rencontre scientifique essentielle le 25 octobre, à l'occasion de la 7^{ème} édition du Forum Galien Afrique. Cet événement a rassemblé des experts, des décideurs politiques et des acteurs de la santé publique pour discuter de l'urgence d'adopter une approche multisectorielle dans la lutte contre les maladies vectorielles, hydriques et zoonotiques, toutes profondément influencées par les changements climatiques.

Sous le thème “Actions sanitaires et communautaires face aux crises climatiques et environnementales,” le forum a mis en lumière les impacts croissants des changements climatiques sur la santé, en particulier dans les régions d'Afrique les plus vulnérables. Les maladies vectorielles, comme le paludisme et la dengue, ainsi que les maladies d'origine hydrique telles que le choléra, connaissent une expansion alarmante, exacerbée par des phénomènes climatiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations. Les zoonoses, des maladies transmissibles de l'animal à l'homme, sont également une source de préoccupation majeure. Les experts ont souligné que le changement climatique modifie les habitats naturels et le comportement des animaux, augmentant ainsi le risque de transmission de ces maladies.

Le Dr. Aissatou Diallo, épidémiologiste et l'une des intervenantes clés du forum, a affirmé : “On ne peut séparer le climat de la santé. Les défis environnementaux que nous rencontrons aujourd'hui sont directement liés à la santé de nos populations. Nous devons agir de manière concertée et intégrée pour répondre à ces crises.”

Les participants ont convenu qu'une réponse efficace nécessite une collaboration entre divers secteurs, notamment la santé, l'agriculture, l'environnement et l'éducation. Une approche intégrée permettrait de mieux anticiper et gérer les crises sanitaires tout en renforçant la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques.

Le forum a également permis de présenter des exemples de bonnes pratiques et d'initiatives réussies mises en œuvre dans plusieurs pays africains. Les échanges ont conduit à l'identification de straté-



Source : FGA

Une vue des travaux lors du Forum

gies innovantes pour améliorer la surveillance épidémiologique, renforcer les systèmes de santé et sensibiliser les populations aux risques liés aux maladies associées au climat.

Alors que le continent africain continue de faire face à des défis environnementaux croissants, les experts présents au forum ont exprimé l'espoir que les conclusions de cette rencontre inciteront les gouvernements à adopter des politiques et des programmes intégrant les dimensions de la santé et de l'environnement. •

P.A.



DALLE
consulting

DEVELOPPER DURABLEMENT LES CHAINES DE VALEUR AGRICOLEES SUR LES TERRITOIRES, NOTRE MÉTIER !

ANDORRE
BENIN
FRANCE

info@dalleconsulting.com
www.dalleconsulting.com
WhatsApp : +33 608 866 896



Finance verte

S'achemine-t-on vers une redéfinition de l'investissement en Afrique ?



AU SOMAIRE DE CE NUMÉRO

20

Finance verte en Afrique : défis structurels et perspectives de réforme

23

Impact des crédits carbone sur les énergies renouvelables en Afrique

24

Crédits carbone : une opportunité pour l'Afrique

25

Fintech et Blockchain : impact sur l'économie durable

28

Finance verte : diversité des instruments et approches adaptées

30

La part du Cameroun pour la durabilité

32

La BEI : un partenaire stratégique pour l'Afrique ?

34

Réinventer le financement de la transition énergétique en Afrique

MARCHÉ

Finance verte en Afrique : défis structurels et perspectives de réforme

Alors que la « finance verte » est au cœur des discussions, Eric Ngueguim, au micro de la revue Afrive, analyse les défis majeurs auxquels l'Afrique fait face et propose des solutions innovantes pour encourager des investissements plus adaptés au continent. Cet entretien dévoile les perspectives de l'expert et explore les actions à mener pour un développement économique durable en Afrique.

**Eric Ngueguim**

Expert en Énergie et Environnement

Pouvez-vous nous expliquer, en vos propres termes, ce que représente la finance verte ?

La finance verte est censée être un outil de compensation pour les pays les plus vulnérables face aux dérèglements climatiques, notamment ceux du Sud. L'idée initiale était que les pays riches mettent en place des fonds pour aider les pays en développement à réussir leur transition énergétique. Cependant, en réalité, ces fonds se présentent souvent sous forme de prêts.

Comment peut-on imaginer qu'un pays déjà fortement endetté, sans autosuffisance alimentaire, puisse contracter davantage de crédits à des taux élevés pour financer une telle transition ? À mes yeux, la finance verte profite davantage aux pays du Nord qu'à ceux du Sud. C'est une opportunité économique pour les pays riches, qui a pour conséquence d'aggraver l'endettement des pays pauvres. Pour être véritablement efficace, la finance verte devrait reposer sur des dons, et non sur des prêts.

La finance verte pourrait-elle jouer un rôle dans le développement durable en Afrique, et quelles en seraient les différentes variantes ?

La finance verte représente un concept prometteur, essentiel pour favoriser la transition énergétique. Toutefois, il est crucial de se questionner sur son contenu réel. Pour les pays du Sud, il serait impératif que les prêts soient à taux zéro. De plus, il est essentiel que ceux qui ont contribué à la pollution acceptent de soutenir ce mécanisme de solidarité. Par exemple, le Cameroun devrait pouvoir bénéficier de la finance verte sous forme de dons ou de prêts à taux zéro. Étant donné la précarité des pays en développement, il serait inacceptable de les endetter davantage au travers de la finance verte. Au contraire, il serait préférable d'offrir des dons tout en mettant en place des mécanismes de suivi pour les accompagner dans le développement de ce secteur, ce qui implique une approche d'écologie politique.

À mon sens, une alternative efficace réside dans le financement participatif. Ce type de financement serait d'une importance capitale, car il toucherait directement les communes. En impliquant les collectivités locales, nous engageons directement les citoyens dans ce processus. Il est donc primordial d'offrir aux communes la possibilité de gérer leurs propres financements pour conduire la

© Image générée par l'IA



L'Afrique dispose ainsi d'atouts considérables, notamment en capitalisant sur ses matières premières, pour revitaliser ses économies. Cela dit, il est crucial que ces investissements soient à taux zéro. Si ces financements se transforment en un modèle économique avec des taux d'intérêt élevés, les retards éventuels des projets risquent de générer une accumulation d'intérêts, dépassant ainsi le montant initialement prêté. Dans ce cas, nous ne ferions que stagner.

Quels sont, selon vous, les principaux défis auxquels la finance verte est confrontée en Afrique ?

Dans le cadre de mon travail, j'accompagne plusieurs municipalités, en particulier dans la région de l'Est, qui possède d'importants gisements de biomasse. Il est essentiel de valoriser cette biomasse afin de faciliter l'accès à la finance verte. Une des problématiques majeures réside dans l'évaluation de ces ressources. Nous disposons de forêts dont la valeur doit être déterminée en tenant compte de la quantité d'arbres, de leur âge et de la superficie des terrains. Si nous ne procédons pas à une évaluation rigoureuse, il y a un risque que la matière première soit sous-estimée, ce qui pourrait entraîner des financements inappropriés. Il est donc crucial que les acteurs africains soient conscients des enjeux liés à la valorisation de leurs ressources. Sans une attention adéquate, ils pourraient se retrouver à brader leurs matières premières au profit d'intérêts extérieurs, ce qui ne ferait qu'aggraver leur situation.

transition énergétique. Lorsque la gestion de la finance est centralisée au niveau national, les enjeux deviennent souvent trop complexes. Il est donc préférable d'orienter ces ressources vers les communes afin de faciliter une transition énergétique véritablement inclusive et efficace, qui doit nécessairement passer par la participation citoyenne.

Quels avantages percevez-vous dans l'investissement dans des projets de finance verte sur le continent africain ?

Les investissements dans la finance verte en Afrique représentent une opportunité majeure pour les pays souhaitant relancer leur économie. Prenons l'exemple des forêts du Cameroun, qui jouent un rôle essentiel dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est pertinent d'évaluer que tous les pays dotés d'une partie de la grande forêt équatoriale devraient considérer cette ressource comme un levier pour accéder à des financements susceptibles de stimuler et de développer leur économie.

Comment évaluez-vous l'impact des investissements dans la finance verte sur les communautés locales en Afrique ?

L'impact des investissements en finance verte sur les collectivités locales en Afrique demeure limité en raison de la complexité des mécanismes mis en place. Ces programmes visent à mobiliser des fonds au niveau national, mais l'implémentation au niveau local, où la transition énergétique doit réellement se dérouler, s'avère souvent lourde et inefficace.

Je souligne l'importance d'adopter une approche de financement participatif. Actuellement, la finance verte est perçue comme un mécanisme trop complexe pour que les citoyens puissent constater les bénéfices des fonds alloués à la transition énergétique. Il est impératif de repenser le modèle de financement en vigueur, car les ressources sont centralisées au niveau des États, alors que la transition doit se concrétiser au sein des collectivités et des municipalités.

Comment les institutions financières en Afrique pourraient-elles mieux soutenir les initiatives de finance verte ?

Les institutions financières africaines ont un rôle crucial à jouer dans le soutien aux initiatives de finance verte. Par exemple, la Banque africaine de développement (BAD) doit s'engager activement à rendre les financements verts accessibles aux pays africains à des conditions favorables, voire à taux zéro. Il est essentiel que la BAD défende cette cause en tenant compte du taux d'endettement élevé de nombreux pays africains et en identifiant les diverses vulnérabilités qui freinent leur développement. Pour réussir une transition énergétique, ces pays doivent bénéficier d'un accompagnement adéquat, plutôt que de s'enliser davantage dans la dette. L'Afrique, bien qu'étant l'une des régions les plus touchées par le dérèglement climatique, n'en est pas responsable. Pour éviter une catastrophe future, il est impératif de l'accompagner dans ses efforts de transition.

Où voyez-vous la finance verte en Afrique dans les prochaines années ?

La finance verte en Afrique représente une opportunité prometteuse, mais elle nécessite une réforme substantielle. Bien que le concept soit pertinent, sa mise en œuvre actuelle ne répond pas toujours aux réalités africaines. Les mécanismes financiers en place sont souvent trop complexes et ne tiennent pas compte du fonctionnement différent des institutions africaines par rapport à celles d'Europe. En simplifiant ces mécanismes et en décentralisant les ressources

« L'Afrique, bien qu'étant l'une des régions les plus touchées par le dérèglement climatique, n'en est pas responsable. Pour éviter une catastrophe future, il est impératif de l'accompagner dans ses efforts de transition. »

financières au niveau local, nous pourrions observer des résultats tangibles pour les citoyens, permettant ainsi une réduction significative de l'empreinte carbone.

Quels conseils donneriez-vous aux personnes ou aux organisations souhaitant s'engager dans des projets de finance verte en Afrique ?

Je recommande vivement aux investisseurs de continuer à s'engager dans la finance verte en Afrique, tout en gardant à l'esprit qu'il est crucial de soutenir le continent dans cette transition, surtout au début. L'octroi de prêts à des taux d'intérêt élevés pourrait s'avérer contre-productif et nuire aux capacités des pays à amorcer leur transition énergétique. Une approche plus cohérente serait d'accorder des prêts à des conditions favorables jusqu'à ce que les pays aient réussi à établir des bases solides pour leur transition. Une fois cette transition amorcée, une réévaluation des taux d'intérêt pourrait être envisagée.

Y a-t-il d'autres points que vous aimeriez aborder concernant la finance verte en Afrique ?

Je considère la finance verte comme un concept prometteur qui, s'il est réorienté et restructuré de manière adéquate, pourrait être un levier essentiel pour permettre au continent d'opérer une véritable transition énergétique. L'Afrique, étant encore en phase de développement, a l'opportunité unique d'adopter les énergies renouvelables tout en respectant les normes internationales en matière d'environnement et de biodiversité. Elle peut ainsi construire une économie moderne et durable. Contrairement à d'autres régions comme l'Europe, qui fait face à des défis en raison d'infrastructures énergivores, l'Afrique a la chance de bâtir des politiques énergétiques sans hériter de ces problèmes. Cela fait du continent un modèle potentiel de transition énergétique efficace et responsable.

Propos recueillis par Patricia Angonemane

DYNAMISME

Impact des crédits carbone sur les énergies renouvelables en Afrique

Dans un contexte où les énergies renouvelables en Afrique évoluent rapidement, l'utilisation du Crédit Carbone émerge comme un levier financier prometteur pour soutenir ces initiatives. Toutefois, il est essentiel de souligner que, jusqu'à présent, les crédits carbone n'ont pas significativement contribué au financement des projets d'énergies renouvelables sur le continent, principalement en raison de l'absence d'un véritable marché carbone africain.



Didier Yimkoa
Militant écologiste

À travers des études de cas pertinentes, il est crucial d'examiner l'impact tangible de ces investissements sur le développement des énergies propres en Afrique. Par exemple, au Kenya, une entreprise locale a réussi à établir une ferme éolienne de grande envergure grâce au financement provenant des crédits carbone. Cette installation a non seulement augmenté la capacité de production d'électricité du pays, mais elle a également joué un rôle majeur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique.

De même, au Nigeria, un projet innovant de mini-réseaux solaires a vu le jour grâce aux financements du marché du carbone. Ces mini-réseaux ont permis d'apporter de l'électricité à des communautés isolées, améliorant ainsi l'accès à une énergie propre et durable pour des populations qui étaient auparavant exclues des réseaux traditionnels.

Cependant, malgré ces réussites, des défis importants demeurent. Le cadre des Mécanismes de Développement Propre (MDP), qui permet aux entreprises occidentales d'acheter des droits d'émission de gaz à effet de serre, est souvent perçu comme complexe et lourd. L'évolution du marché carbone reste floue et manque de traçabilité, à l'instar des marchés financiers classiques. En conséquence,

l'Afrique ne tire guère parti du marché carbone, contrairement à des pays comme la Chine. Didier Yimkoa, Prescripteur du Mouvement Écologie en Marche, souligne : « *Le marché des MDP, qui permet aux entreprises occidentales d'acheter des émissions excédentaires, était basé à Bonn, et l'accès à ce marché s'est révélé difficile, voire coercitif. Actuellement, l'Afrique ne bénéficie pas du marché carbone comme la Chine.* »

Pour Didier Yimkoa, il est impératif que chaque pays structure sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) de manière transparente et efficace, afin de canaliser les financements vers des projets à faibles émissions, en particulier ceux liés au développement des énergies renouvelables. Il met également en avant les opportunités d'investissement uniques que ces initiatives représentent pour les entreprises françaises. Cependant, il s'interroge sur la position de la France face à la Chine, qui domine la fabrication d'équipements tels que les batteries et les panneaux photovoltaïques : « *La France doit-elle se contenter de distribuer des produits fabriqués en Chine ou s'engager à proposer des alternatives compétitives face au "made in China" ?* »

Ainsi, les études de cas présentées démontrent l'impact positif et le potentiel des projets d'énergies renouvelables financés par le Crédit Carbone en Afrique. Malgré les obstacles rencontrés, ces initiatives offrent une occasion unique aux acteurs internationaux d'investir dans un secteur en pleine expansion, contribuant ainsi à la lutte contre le changement climatique et à la promotion d'un développement durable sur le continent africain. •

Patricia Angonemane

CARBOFINANCE

Crédits carbone : une opportunité pour l'Afrique

Dans cet article, la rédaction d'Afrive a fait appel à Boris Ngounou, journaliste et expert des questions sur la finance verte, pour explorer l'importance des crédits carbone pour le continent africain. Il analyse comment ces mécanismes peuvent contribuer à la lutte contre le changement climatique tout en offrant des opportunités de développement durable pour les communautés locales.



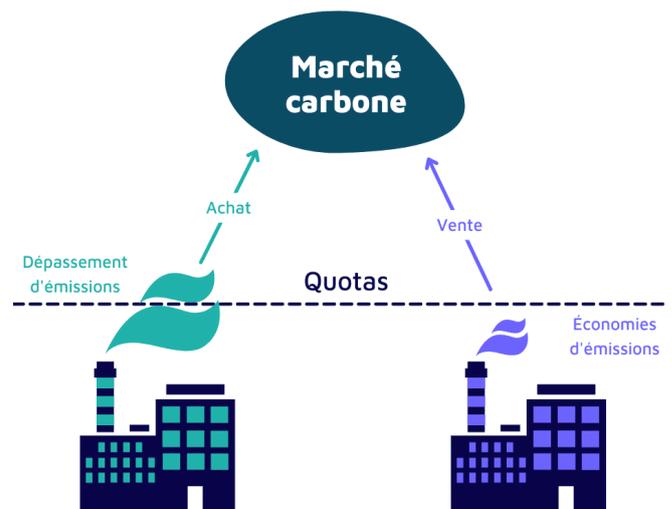
Boris Ngounou

Journaliste spécialisé - Finance verte

Les crédits carbone sont des instruments essentiels dans la lutte contre le changement climatique, permettant aux pays de quantifier et de commercialiser les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Chaque crédit représente une tonne de CO₂ évitée ou séquestrée, et leur utilisation devient particulièrement pertinente pour le continent africain, qui fait face à des défis environnementaux considérables.

Malgré sa faible contribution aux émissions mondiales de CO₂, l'Afrique subit les conséquences du changement climatique de manière disproportionnée. Les événements climatiques extrêmes, comme les sécheresses et les inondations, affectent gravement l'agriculture, la sécurité alimentaire et la biodiversité. Dans ce contexte, les crédits carbone offrent aux pays africains une opportunité de bénéficier financièrement en préservant leurs forêts et en investissant dans des projets verts, favorisant ainsi un développement durable.

Les crédits carbone encouragent également des initiatives cruciales telles que la reforestation, la protection des écosystèmes et la transition vers des énergies renouvelables. Ces projets non seulement aident à réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais ils permettent également aux pays africains de s'adapter aux impacts du



changement climatique tout en promouvant une croissance économique verte.

Maximiser l'impact des crédits carbone en Afrique

Pour approfondir la compréhension des crédits carbone en Afrique, nous nous tournons vers Boris Ngounou, journaliste et expert des questions sur l'environnement et la finance verte. Selon lui, « les crédits carbone sont particulièrement importants pour le continent africain car ils offrent une voie vers le financement de projets qui non seulement réduisent les émissions, mais qui améliorent également la résilience des communautés locales face aux défis climatiques. »

Ngounou souligne que, malgré la vulnérabilité de

l'Afrique, le continent dispose d'un immense potentiel en matière de ressources naturelles. « *Les crédits carbone permettent aux pays africains de valoriser ces ressources tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique,* » explique-t-il. « *Cela crée des opportunités pour les pays de bénéficier financièrement, mais aussi pour les communautés locales qui peuvent s'engager dans des projets de reforestation ou de transition énergétique.* »

Concernant les défis, Ngounou note que « *le manque d'infrastructures et de financements adéquats constitue un obstacle majeur à la mise en œuvre efficace des mécanismes de crédit carbone. De plus, il y a une réglementation souvent insuffisante qui complique la situation.* » Il insiste sur le fait que les marchés du carbone doivent être adaptés aux réalités locales pour garantir que les bénéficiaires profitent réellement aux communautés qui en ont besoin.

Boris Ngounou met également en lumière le rôle essentiel des communautés locales dans la réussite des programmes de crédits carbone. « *Ces communautés doivent être au centre des projets,* » affirme-t-il. « *Elles bénéficient directement des revenus générés, obtiennent des emplois et améliorent la gestion des ressources naturelles. Leur implication est cruciale pour garantir la durabilité des initiatives.* » En intégrant les connaissances et les pratiques traditionnelles des populations locales, les projets de crédits carbone peuvent être plus efficaces et plus résilients.

Enfin, pour garantir la transparence et la confiance dans les systèmes de crédits carbone, Ngounou recommande des mesures claires. « *Il est essentiel de renforcer la surveillance et d'assurer la certification indépendante des projets,* » dit-il. « *Inclure les communautés locales dans le processus décisionnel et rendre les données accessibles au public sont des étapes nécessaires pour améliorer la transparence et garantir une répartition équitable des bénéfices.* »

En surmontant les défis et en impliquant les communautés locales, le continent peut tirer parti de ces mécanismes pour bâtir un avenir durable tout en jouant un rôle actif dans la lutte contre le changement climatique. Les réflexions de Boris Ngounou soulignent l'importance d'une approche inclusive et adaptée pour maximiser les bénéfices de ces initiatives. •

BIODIVERSITÉ

Fintech et Blockchain : Impact sur l'économie Durable

La finance verte, qui englobe des investissements et des pratiques financières visant à soutenir des projets respectueux de l'environnement, est en pleine expansion en Afrique. Avec l'émergence des fintechs et des technologies blockchain, le continent se positionne comme un acteur clé dans la transition vers une économie plus durable. Cet article explore ce qu'est la finance verte, comment les fintechs et la blockchain y contribuent, et examine leur impact sur l'économie verte en Afrique.

La finance verte se réfère à des investissements qui ont un impact positif sur l'environnement. Cela inclut le financement de projets liés aux énergies renouvelables, à la gestion des déchets, à l'agriculture durable et à la conservation des ressources naturelles. En Afrique, où les défis environnementaux sont pressants, la finance verte est essentielle pour soutenir le développement durable et répondre aux enjeux climatiques.

Le Rôle des Fintechs

Les fintechs, ou technologies financières, transforment le paysage financier en Afrique en rendant le financement plus accessible et en réduisant les coûts. Elles permettent aux particuliers et aux entreprises d'investir dans des projets verts via des plateformes numériques.



Voici quelques exemples de fintechs qui se distinguent dans le domaine de la finance verte en Afrique :

- **Lendosphere** : Cette plateforme de crowdfunding permet aux investisseurs de financer des projets d'énergie renouvelable, notamment des installations solaires et éoliennes. En facilitant l'accès au capital, Lendosphere contribue à la réalisation d'initiatives écologiques.
- **Enerfip** : Enerfip est une autre plateforme de financement participatif qui se concentre sur les projets d'énergie renouvelable. Elle permet aux citoyens d'investir directement dans des projets locaux, renforçant ainsi l'engagement communautaire envers la transition énergétique.
- **Green Channel** : Cette fintech propose des prêts verts pour des projets écologiques, offrant des conditions favorables pour encourager les initiatives durables. Elle joue un rôle clé dans le financement de l'agriculture durable et des technologies propres.

L'Impact de la Blockchain

La technologie blockchain, avec sa capacité à garantir la transparence et la traçabilité, est également un atout majeur pour la finance verte. En Afrique, des projets innovants utilisent la blockchain pour promouvoir des pratiques durables :

- **SolarCoin** : Cette cryptomonnaie récompense les producteurs d'énergie solaire avec des tokens,

incitant ainsi à l'adoption des énergies renouvelables. En utilisant la blockchain, SolarCoin assure la traçabilité de la production d'énergie solaire, renforçant la confiance des investisseurs.

- **Myco** : Myco utilise la blockchain pour suivre la chaîne d'approvisionnement des produits agricoles, garantissant que les pratiques de culture respectent des normes environnementales. Cela permet aux consommateurs de faire des choix éclairés et aux agriculteurs de bénéficier d'un meilleur accès aux marchés.

Perspectives

Les réactions à l'égard de la finance verte en Afrique sont globalement positives. Selon Pamela Dogbe, experte en finance durable, « *les fintechs et la blockchain offrent des solutions innovantes pour surmonter les obstacles au financement des projets écologiques en Afrique.* » De plus, Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, a souligné que « *la finance verte est essentielle pour mobiliser les ressources nécessaires à la lutte contre le changement climatique et à la promotion d'une croissance durable.* »

Cependant, certains experts mettent en garde contre les défis liés à la régulation et à la sécurité des données. Fatou Bensouda, ancienne procureure de la Cour pénale internationale, a déclaré : « *Il est crucial que les fintechs et les projets basés sur la blockchain soient encadrés par des réglementations solides pour protéger les investisseurs et garantir la transparence.* » La finance verte, portée par les fintechs et la blockchain, représente une opportunité significative pour l'Afrique. Ces technologies facilitent l'accès au financement pour des projets durables, contribuant ainsi à la transition vers une économie verte. •

H.T.

PUBLI

Overlord : la plateforme qui révolutionne la gestion des véhicules d'investissement

Gaspard de Monclin, avocat de formation, est à l'origine d'Overlord, une plateforme numérique novatrice spécialisée dans la gestion des véhicules d'investissement. Ce qui distingue Overlord, c'est son approche globale : elle prend en charge toutes les tâches administratives, juridiques, bancaires et réglementaires liées au back-office d'un fonds. Grâce à sa solution en marque blanche, les clients peuvent se libérer des lourdeurs administratives telles que la création d'entités, la comptabilité ou la gestion des procédures KYC (Know Your Customer), leur permettant ainsi de se concentrer sur leur cœur de métier : l'investissement.

À ce jour, Overlord accompagne plus de 40 clients, dont plusieurs basés en Afrique. Ces clients utilisent la plateforme pour financer des projets de développement sur le continent, notamment dans les secteurs des infrastructures et du soutien aux activités économiques locales. Cette capacité à répondre aux besoins variés des investisseurs permet à Overlord d'intervenir dans des domaines aussi divers que le capital-risque, l'art, les cryptomonnaies et les projets énergétiques.

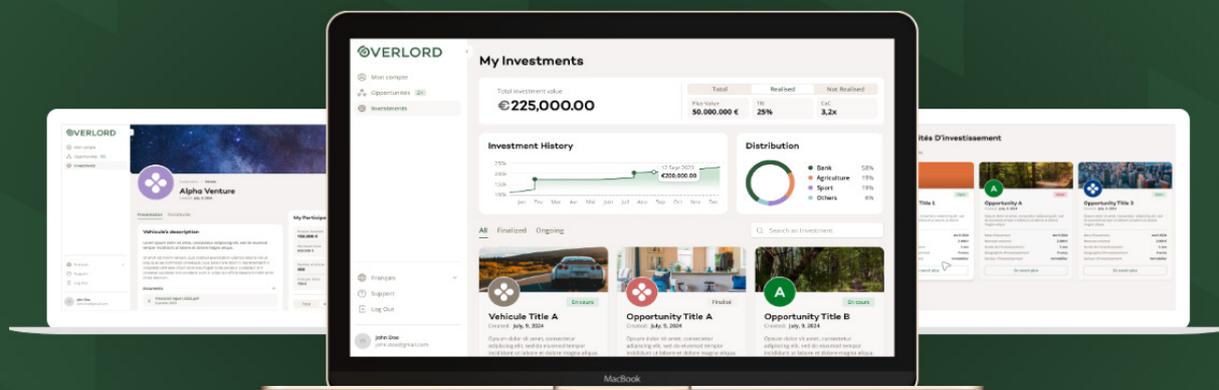
La singularité d'Overlord réside dans sa capacité à proposer des écosystèmes sur mesure pour chaque client. Qu'il s'agisse de sociétés de gestion, de plateformes de financement participatif, de clubs deals ou de family offices, chaque client bénéficie d'un espace privé et exclusif où il peut développer et animer sa propre communauté d'investisseurs, sans craindre la concurrence d'autres utilisateurs.

En pleine croissance, Overlord intègre désormais des services liés à la blockchain et explore des opportunités dans les introductions en bourse, offrant ainsi de nouvelles options de liquidité à ses clients. Visionnaire, la plateforme aspire à simplifier l'accès à l'investissement pour les professionnels comme pour les particuliers, tout en visant à devenir un acteur incontournable de l'union entre l'épargne et l'économie réelle.

Pour plus d'informations, visitez le site overlord.fund



La plateforme de gestion des fonds d'investissement.



Regroupez votre communauté. Suivez vos investissements. Supervisez votre véhicule.

OVERLORD

BIODIVERSITÉ

Finance verte : diversité des instruments et approches adaptées

La finance verte joue un rôle important dans le développement de l'Afrique, un continent confronté à des défis environnementaux croissants. Dans une interview récente avec Marguerite Culot, experte en biodiversité, eau et économie circulaire, plusieurs éclaircissements sur les instruments financiers, la résilience climatique et l'intégration de la biodiversité ont été abordés. Cet article se propose d'explorer ces thématiques.



Marguerite Culot

Experte biodiversité, eau et économie circulaire

Diversité des instruments et leurs applications

Il n'existe pas à proprement parler d'instruments financiers universellement efficaces pour promouvoir la finance verte. Selon elle, le choix de l'instrument dépend des projets à financer : « *Si on veut financer la conservation, peut-être que les futurs certificats biodiversité ou la finance à impact sont appropriés.* » Cela met en évidence l'importance d'adapter les outils financiers aux spécificités des projets.

Pour des projets de restauration écologique, le financement d'entreprises dans le secteur de l'agroécologie pourrait être envisagé. Les mécanismes comme les debt for nature swaps, où la dette d'un pays est échangée contre des engagements de conservation, se révèlent intéressants pour accompagner des initiatives de protection de la biodiversité. Marguerite Culot mentionne également le succès des rhino bonds, qui illustrent comment des obligations spécifiques peuvent aider à protéger certaines espèces menacées. Parmi les plus vulnérables, on trouve le rhinocéros noir, qui est classé comme « en danger critique » avec une population d'environ 3 500 individus, principalement victime

du braconnage pour ses cornes. Le chien sauvage africain, également en danger, compte entre 3 000 et 5 500 individus restants, menacés par la perte de leur habitat et les conflits avec les humains. Les gorilles de montagne, avec moins de 900 individus, souffrent également de la destruction de leur habitat et de la chasse. D'autres espèces comme l'éléphant d'Afrique et le pygmée hippopotame font face à des menaces similaires

Ainsi, la flexibilité et la diversité des instruments sont essentielles. La finance verte doit s'adapter aux différents contextes et aux types de projets à soutenir, qu'il s'agisse de conservation, de restauration ou de transition vers des pratiques moins impactantes. Cette approche personnalisée favorise une utilisation plus efficace des ressources allouées et contribue à des résultats durables.

La finance durable comme levier

Marguerite Culot met en avant l'importance de la finance durable, au-delà de la seule finance verte, pour renforcer la résilience climatique des pays africains. Elle déclare : « *Il faut absolument réorienter les flux financiers vers des projets et des entreprises qui s'inscrivent dans une démarche de durabilité.* » Cela implique un engagement à long terme en faveur de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique.

En effet, la finance durable représente une approche holistique qui considère à la fois les enjeux climatiques et la biodiversité. Les solutions basées sur la nature, qui utilisent les écosystèmes pour atténuer les effets



du changement climatique, doivent être prioritaires. Marguerite Culot souligne que « le climat et la biodiversité sont deux faces d'une même pièce. » Cette interdépendance met en avant la nécessité d'une approche intégrée, où les investissements dans la biodiversité contribuent également à la résilience climatique.

Cas pratiques et exemples concrets

Des projets d'agroécologie, de reforestation et d'énergie renouvelable sont autant d'exemples d'initiatives pouvant bénéficier d'un soutien financier accru. Ces projets non seulement favorisent la durabilité, mais ils génèrent également des retombées économiques pour les communautés locales. En finançant ces solutions, les pays africains peuvent non seulement s'adapter aux effets du changement climatique, mais aussi réduire leur vulnérabilité face à des événements extrêmes tels que les sécheresses et les inondations.

Vers un avenir durable

La finance verte peut donc jouer un rôle déterminant dans la transition vers une économie durable en Afrique. En orientant les investissements vers des projets qui renforcent la résilience climatique, les pays africains peuvent mieux se préparer aux défis environ-

nementaux à venir. Cela nécessite une collaboration étroite entre les secteurs public et privé, ainsi que des politiques incitatives pour encourager les investissements durables.

Établir des critères de biodiversité

Marguerite Culot insiste sur l'importance de définir des critères de biodiversité pour intégrer efficacement cette dimension dans les projets. Elle explique que des indicateurs tels que les surfaces dégradées, les rejets de polluants et les impacts sur les écosystèmes doivent être considérés. Ces critères permettent de mieux évaluer les effets d'un projet sur la nature et d'orienter les investissements de manière responsable.

Il s'agit là d'une démarche qui promeut une vision systémique, où chaque projet est évalué non seulement sur ses retombées économiques, mais aussi sur son impact environnemental. En intégrant la biodiversité dans le processus de décision, les financiers peuvent contribuer à la conservation des écosystèmes et à la protection des ressources naturelles.

Importance de la collaboration

L'intégration de la biodiversité dans la finance verte nécessite également une collaboration étroite entre les investisseurs, les gouvernements et les ONG. Marguerite Culot précise que « la biodiversité doit être au cœur de toutes les décisions d'investissement. » Cela implique d'instaurer un dialogue entre les parties prenantes afin de définir des priorités et des actions concrètes pour protéger les écosystèmes.

Les projets qui tiennent compte de la biodiversité ont le potentiel de créer des synergies bénéfiques pour l'environnement et l'économie. En finançant des initiatives qui restaurent les habitats naturels, par exemple, on contribue à la fois à la lutte contre le changement climatique et à la préservation des services écosystémiques essentiels pour les communautés locales.

Jean Marie Kenfack

CONTRIBUTION CLIMATIQUE

La part du Cameroun pour la durabilité

Le Cameroun, engagé dans la lutte mondiale contre le changement climatique en tant que signataire de l'Accord de Paris, a récemment actualisé sa Contribution Déterminée au niveau National (CDN) avec un objectif ambitieux de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 35% d'ici 2030. Cette mise à jour témoigne de la volonté renforcée du pays à promouvoir un développement économique durable tout en protégeant l'environnement.

La CDN du Cameroun s'étend à tous les secteurs économiques, adoptant ainsi une approche holistique pour lutter contre le changement climatique. Les domaines clés couverts incluent l'énergie, l'agriculture, les forêts, l'affectation des terres, et la gestion des déchets. Pour assurer une mise en œuvre efficace, le pays a mis en place un groupe technique dédié composé de représentants de différents ministères, soulignant ainsi son engagement intersectoriel.

La mise en œuvre de la CDN présente divers avantages économiques pour le Cameroun notamment les investissements. D'après Ahmadou Epupa, Expert en changement climatique et développement, « Ils sont présents dans des secteurs tels que les énergies renouvelables et l'agriculture durable et peuvent stimuler la croissance économique. »

Les actions climatiques, notamment le développement des énergies renouvelables et des pratiques agricoles durables, sont également susceptibles de générer des emplois verts, contribuant à réduire le chômage et à améliorer les conditions de vie.

De plus, il indique que les revenus issus de ces nouvelles activités peuvent être réinvestis dans des services sociaux essentiels, tels que la santé et l'éducation, rehaussant ainsi la qualité de vie de la population. En favorisant des pratiques agricoles durables, le Cameroun peut renforcer sa sécurité alimentaire tout en augmentant les revenus des agriculteurs et en réduisant les émissions de méthane. L'adaptation au changement climatique, cruciale dans le cadre de la CDN,



Une vue de l'immeuble ministériel n°2 au Cameroun, siège du ministère de l'environnement

renforcera la résilience de l'économie face aux chocs climatiques, minimisant les coûts économiques liés aux catastrophes naturelles. Ce processus peut également stimuler l'innovation locale et faciliter le transfert de technologies vertes, positionnant le Cameroun comme un leader régional dans l'économie verte.

Enfin, une CDN ambitieuse et bien structurée permettra un meilleur accès aux financements climatiques internationaux, fournissant ainsi des ressources supplémentaires pour le développement durable du pays.

Pour promouvoir les investissements dans la mise en œuvre de la CDN et la lutte contre les changements

climatiques, l'expert en changement climatique et développement propose

quelques mesures efficaces qui pourraient être mises en place au Cameroun dont :

1. **Fonds de garantie pour les investissements verts :** Mettre en place un fonds de garantie national ou participer à un fonds régional pour encourager les investissements dans les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Cela réduirait les risques pour les investisseurs privés et stimulerait les financements dans des projets alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris.
2. **Obligations vertes et financement climatique :** Créer un cadre réglementaire pour l'émission d'obligations vertes par le gouvernement et les entreprises privées. Cela ouvrirait de nouvelles sources de financement pour les projets liés au climat et attirerait les investisseurs internationaux intéressés par les investissements durables.
3. **Formation et renforcement des capacités :** Investir dans la formation et le renforcement des capacités locales en matière de technologies vertes et de gestion des projets climatiques. Offrir des incitations fiscales aux entreprises qui investissent dans la formation de leur personnel aux pratiques durables.
4. **Crédits d'impôt pour les investissements verts :** Offrir des crédits d'impôt aux entreprises qui investissent dans des technologies propres, des énergies renouvelables ou des pratiques agricoles durables. Cela pourrait encourager les investissements privés dans ces secteurs clés de la CDN.
5. **Exonérations fiscales temporaires :** Accorder des exonérations fiscales temporaires aux nouvelles entreprises ou projets qui contribuent directement aux objectifs de la CDN, comme les entreprises d'énergie solaire ou de gestion durable des forêts.
6. **Amortissement accéléré :** Permettre un amortissement accéléré pour les investissements dans des équipements et technologies respectueux de l'environnement, réduisant ainsi la charge fiscale initiale pour les entreprises.
7. **Tarifs de rachat garantis :** Mettre en place des tarifs de rachat garantis pour l'électricité produite à partir

de sources renouvelables, offrant ainsi une sécurité financière aux investisseurs dans le secteur des énergies propres encourageraient le développement de projets d'énergie propre à grande échelle.

8. **Subventions ciblées :** Offrir des subventions directes pour la recherche et le développement dans les technologies vertes, l'agriculture climato-intelligente et l'efficacité énergétique.
9. **Marchés publics verts :** Mettre en place des politiques de marchés publics qui favorisent les produits et services respectueux de l'environnement, créant ainsi une demande stable pour les entreprises vertes.
10. **Taxes carbone avec redistribution :** Introduire une taxe carbone progressive, tout en redistribuant une partie des revenus pour soutenir les investissements verts et atténuer l'impact sur les populations vulnérables.
11. **Réglementations favorables aux investissements verts :** Simplifier les procédures d'autorisation et d'octroi de licences pour les projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Cela pourrait inclure la création d'un "guichet unique" pour les investisseurs dans les technologies vertes, réduisant ainsi les obstacles bureaucratiques.
12. **Zones économiques spéciales vertes :** Créer des zones économiques spéciales dédiées aux industries vertes, offrant un ensemble d'avantages fiscaux et réglementaires pour attirer les investissements dans ces secteurs.
13. **Partenariats public-privé :** Encourager les partenariats public-privé pour les grands projets d'infrastructure verte, en partageant les risques et en offrant des garanties gouvernementales pour attirer les investissements privés.

Ces incitations doivent être adaptées aux besoins spécifiques du Cameroun et alignées sur ses objectifs de CDN. La coordination entre les ministères, le secteur privé et la société civile est essentielle pour une mise en œuvre efficace. Un cadre réglementaire favorable combiné à des incitations fiscales attractives peut ainsi catalyser les investissements nécessaires pour concrétiser la CDN du Cameroun, tout en favorisant un développement économique durable et résilient. •

P.A.

PARTENARIAT

La BEI : un partenaire stratégique pour l'Afrique ?

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) s'affirme comme un acteur clé pour le développement de l'Afrique, investissant dans des secteurs cruciaux tels que les infrastructures, l'énergie renouvelable et l'agriculture durable. Ces initiatives visent à transformer l'économie du continent tout en répondant à ses défis contemporains.

Depuis 2022, la BEI a renforcé son engagement en annonçant un plan d'investissement de 1,5 milliard d'euros destiné à améliorer les infrastructures en Afrique subsaharienne. Ce financement vise à faciliter l'accès à des services essentiels tels que l'eau potable, l'électricité et les transports, qui sont fondamentaux pour la croissance économique. Lors d'une conférence à Bruxelles, le président de la BEI, Werner Hoyer, a affirmé : « *L'Afrique est un continent d'opportunités* » et a ajouté que « *nous sommes déterminés à soutenir son développement durable en investissant dans des projets qui améliorent la vie des populations* »

Un des axes prioritaires de la BEI est le financement des énergies renouvelables. En réponse aux défis climatiques, la banque a engagé des fonds pour des projets solaires et éoliens à travers le continent, dont le projet Noor Ouarzazate au Maroc, qui a bénéficié d'un soutien financier significatif. Mariya Gabriel, commissaire européenne à l'Innovation, a déclaré lors d'un forum sur l'énergie renouvelable à Marrakech en octobre 2022 : « *Investir dans les énergies renouvelables est essentiel pour garantir un avenir durable à l'Afrique. Cela crée des emplois, réduit la dépendance aux combustibles fossiles et contribue à la lutte contre le changement climatique* »

La BEI ne se limite pas à fournir des financements. Elle cherche également à renforcer les capacités locales par le biais de partenariats avec des institutions africaines. Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement, a déclaré lors d'une visite diplomatique

à Accra en mai 2023 : « *La clé du succès réside dans l'implication des acteurs locaux. Nous devons travailler ensemble pour garantir que les investissements aient un impact positif et durable* »

Les réactions des acteurs locaux concernant l'engagement de la BEI sont généralement positives. De nombreux responsables politiques et entrepreneurs africains saluent le soutien de la banque pour un développement durable. Paul Kagame, président du Rwanda, a déclaré lors d'une conférence de presse à Kigali en décembre 2023 : « *La BEI est un partenaire précieux pour l'Afrique. Son soutien financier et technique est essentiel pour réaliser nos ambitions de développement* »

Cependant, certains experts appellent à une approche plus inclusive. Fatou Bensouda, ancienne procureure de la Cour pénale internationale, a averti lors d'un colloque sur la gouvernance des investissements à Nairobi en janvier 2024 : « *Il est crucial que les projets financés par la BEI tiennent compte des réalités locales et des besoins des populations. Une consultation approfondie est essentielle pour garantir que les investissements soient réellement bénéfiques* ».

La BEI, par ses initiatives et investissements, se positionne comme un acteur majeur du développement économique de l'Afrique, tout en s'assurant que ses projets soient durables et bénéfiques pour les communautés locales. •

La rédaction



Solipar

A G R O E T A G R O B U S I N E S S

Fonds d'investissement à impact
agrobusiness PME et Coopératives



Financement des entreprises et coopératives impliquées dans la transformation des produits agricoles

Sénégal, Côte d'Ivoire, RDC, Bénin, Cameroun, Gabon, Congo, Togo, Guinée, Burkina Faso



Participation des exploitations agricoles au capital des entreprises de transformation des produits agricoles



Communication :
communication@solipar-afa.org

Investisseurs :
investisseurs@solipar-afa.org



FINANCEMENT

Réinventer le financement de la transition énergétique en Afrique

Alors que la transition énergétique s'impose comme une priorité mondiale, l'Afrique fait face à des défis uniques en raison de sa précarité énergétique, de sa croissance démographique rapide et de sa vulnérabilité aux changements climatiques. Le financement de cette transition demeure l'un des principaux obstacles à surmonter, nécessitant des approches innovantes et des partenariats solides. Cet article explore les défis et opportunités liés à la transition énergétique sur le continent, ainsi que les mécanismes financiers essentiels pour réussir cette transformation cruciale.



Darly Nguema

Consultante en finance

Des études convergentes révèlent que l'Afrique progresse lentement dans sa transition énergétique. Ce processus, qui constitue un enjeu mondial, exige une approche collective et coordonnée afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de limiter les effets du changement climatique. En Afrique, cette transition revêt une importance particulière en raison de la croissance démographique accélérée, de la précarité énergétique et de la vulnérabilité accrue aux aléas climatiques. Comme l'a souligné l'économiste français Jean Tirole, « *la transition énergétique est un défi qui nécessite une approche globale et concertée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les impacts du changement climatique* » (Tirole, 2019).

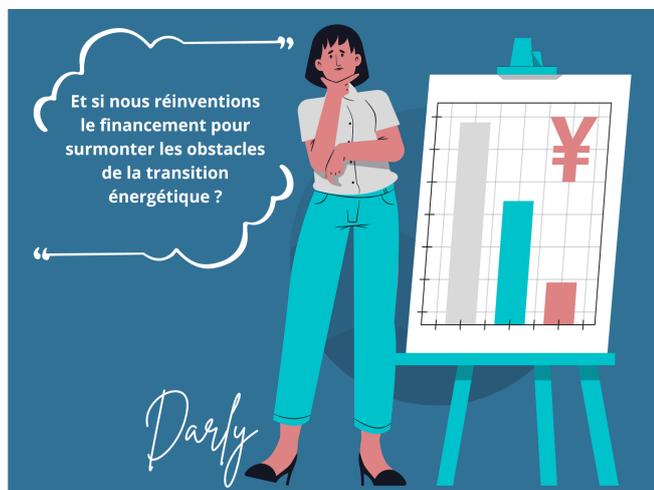
Cependant, le financement de la transition énergétique représente un obstacle majeur, en raison de la rareté des ressources financières et de la faiblesse des infrastructures énergétiques actuelles. Les mécanismes de financement traditionnels, tels que les prêts bancaires et les investissements directs étrangers, s'avèrent souvent insuffisants et inadaptés aux exigences spécifiques des projets énergétiques en Afrique. Cette situation reflète parfaitement l'analyse de Fabrice Bonnifet, qui affirme : « *Si l'Afrique, par mimétisme, entend se développer selon les mêmes modèles que les pays à hauts revenus actuels, l'échec est inévitable.* »

Le rapport de la Banque africaine de développement confirme également cette perspective en soulignant que « les mécanismes de financement traditionnels sont souvent insuffisants pour répondre aux besoins des projets énergétiques en Afrique » (Banque africaine de développement, 2020).

Les défis financiers liés à la transition énergétique en Afrique sont nombreux. Premièrement, les coûts de la transition sont considérables, notamment en raison du besoin de remplacer les infrastructures énergétiques existantes par des sources d'énergie renouvelable. Deuxièmement, de nombreuses nations africaines sont confrontées à des contraintes budgétaires limitant leur capacité à financer ces investissements indispensables. Enfin, les investisseurs privés hésitent fréquemment à s'engager dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique, en raison des risques perçus liés à l'instabilité politique et aux incertitudes réglementaires.

Pour relever ces défis, des mécanismes de financement innovants sont indispensables pour accompagner la transition énergétique en Afrique. Parmi ces solutions, on peut citer :

- **Les fonds de transition énergétique** : spécialement créés pour financer des projets dans ce domaine, ils peuvent être gérés par des institutions financières internationales, des gouvernements ou des organisations non gouvernementales.
- **Les obligations vertes** : ces instruments de dette permettent de lever des fonds spécifiquement dédiés aux projets de transition énergétique, offrant ainsi



aux investisseurs une opportunité de contribuer à cette transition tout en générant des rendements financiers.

- **Les partenariats public-privé** : ces collaborations combinent ressources publiques et privées pour financer des projets énergétiques. Elles peuvent se matérialiser sous forme de contrats de concession, de partenariats de coentreprise ou encore de contrats de services.
- **Les mécanismes de financement basés sur les résultats** : ces dispositifs rémunèrent les investisseurs en fonction des résultats atteints par les projets de transition énergétique, incitant ainsi les promoteurs à réaliser les objectifs fixés.
- **Les fonds de capital-investissement** : ces fonds d'investissement, dédiés aux entreprises privées, soutiennent la croissance et le développement de projets énergétiques, notamment ceux axés sur les énergies renouvelables en Afrique.
- **Les fonds de garantie** : ces fonds apportent des garanties pour les prêts accordés aux projets énergétiques, réduisant ainsi les risques pour les prêteurs et facilitant l'accès au financement pour ces initiatives.

En parallèle, des initiatives prometteuses se développent, à l'instar d'Attijariwafa Bank Corporate and Investment Banking, qui a lancé le Fonds Africain d'Efficacité Énergétique (FAEE), une démarche révolutionnaire pour promouvoir l'efficacité énergétique à travers le continent africain. Le FAEE soutient des projets innovants à fort impact, contribuant ainsi au développement durable et à la lutte contre les défis environnementaux.

Même si la rareté des ressources financières et la faiblesse des infrastructures énergétiques actuelles peuvent ralentir la mise en œuvre de ces mécanismes, des avancées notables existent, comme en Afrique du Sud. Le pays a bénéficié d'un soutien financier de 400 millions d'euros pour les énergies renouvelables. La Banque européenne d'investissement (BEI) et FirstRand Bank Ltd. ont conjointement annoncé une initiative visant à soutenir les projets solaires photovoltaïques, éoliens et d'efficacité énergétique dans le cadre de Global Gateway et du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP). Ce financement, partagé entre la BEI et FirstRand Bank Ltd, vise à renforcer l'offre d'une énergie propre, durable et à faible coût, tout en réduisant la dépendance aux combustibles fossiles.

La transition énergétique en Afrique est un enjeu capital pour assurer un avenir durable et résilient face aux changements climatiques. Si des mécanismes de financement innovants sont nécessaires pour soutenir ce processus, ils comportent également des défis et des opportunités. Il est crucial d'élaborer des stratégies permettant de surmonter ces obstacles et de maximiser les opportunités qu'offrent ces dispositifs. La collaboration entre gouvernements, entreprises privées et organisations internationales sera essentielle pour créer un cadre propice à la mise en œuvre de ces mécanismes et pour assurer la réussite de la transition énergétique en Afrique. •

RÉFÉRENCES

Jean Tirole - La transition énergétique est un défi qui nécessite une approche globale et concertée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les impacts du changement climatique. (2019)

Banque africaine de développement - Les mécanismes de financement traditionnels sont souvent insuffisants pour répondre aux besoins des projets énergétiques en Afrique. (2020)

Fabrice Bonnifet - Si l'Afrique, par mimétisme, entend se développer selon les mêmes modèles que les pays à hauts revenus actuels, l'échec est inévitable.

Banque européenne d'investissement (BEI) - Initiative conjointe pour soutenir les projets d'énergies renouvelables en Afrique du Sud. (Date de l'annonce : 2024)

FirstRand Bank Ltd - Annonce de soutien financier pour les projets solaires photovoltaïques, éoliens et d'efficacité énergétique dans le cadre de Global Gateway et du Partenariat pour une transition énergétique juste (JETP). (Date de l'annonce : 2024). •

OPPORTUNITÉ

Capital Patient pour un Avenir Radieux : Investir dans l'Énergie Hors-Réseau en Afrique

Au cours des cinq dernières années passées chez ElectriFI, à EDFI MC, j'ai eu le privilège de voir de près l'impact transformateur du secteur de l'énergie hors-réseau. Ce secteur dynamique a apporté des solutions localisées et adaptées à plus de 490 millions de personnes¹, offrant l'accès à l'énergie dans certaines des régions les plus sous-desservies du monde.

¹ World Bank. Off-Grid Solar Market Trends Report 2022 : State of the Sector (English). Washington, D.C. : World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099235110062231022/P175150063801e0860928f0e7131b132de>



Gâce à notre mandat d'investissement, nous avons soutenu plus de 50 petites et moyennes entreprises (PME) qui non seulement étendent l'accès à l'énergie, mais aussi stimulent l'innovation technologique dans l'agriculture, créent des opportunités économiques et renforcent la résilience climatique. Avec 76 % de ces entreprises basées en Afrique subsaharienne, et près de la moitié impliquant une participation en capital, notre stratégie vise à répondre aux besoins du marché et nous a offert une place de choix pour comprendre ses défis.



Le dilemme de l'investissement en capital

L'un des plus grands défis auxquels nous avons été confrontés est le manque sévère d'investissements en capital dans le secteur. Bien que les start-ups africaines de ce domaine aient attiré 25 % des investissements totaux¹, la majeure partie de ces fonds a pris la forme de dettes. Et bien que cette forme de financement ait son utilité, elle est souvent inadaptée pour les entreprises en phase de démarrage, qui doivent composer avec des revenus imprévisibles dans des environnements à haut risque. Pourtant, en raison du capital de roulement élevé des projets hors-réseau, de nombreuses start-ups n'avaient pas d'autre choix que de recourir à cette dette, ce qui a

entraîné une pression financière importante et, dans trop de cas, une faillite.

Le secteur de l'énergie hors-réseau, avec son profil intrinsèquement à long terme et à haut risque, a désespérément besoin de capital patient. Bien que les fonds propres aient été rares, il existe des signes prometteurs que cela pourrait changer pour les entreprises qui ont réussi à surmonter la tempête. Pour comprendre le potentiel de ce changement, il est crucial d'explorer les raisons derrière la pénurie actuelle de capitaux propres.

Naviguer dans la tempête économique post-pandémique

La pandémie a porté un coup dur aux start-ups africaines d'énergie renouvelable hors-réseau. Dépendant

¹ https://open.substack.com/pub/thebigdeal/p/guestgola?utm_campaign=post&utm_medium=web

des importations de panneaux photovoltaïques et de batteries, le secteur a dû faire face à une hausse vertigineuse des coûts de matériel et de transport. Ces augmentations, payées en devises fortes, ont réduit les marges et forcé les entreprises à augmenter leurs prix, ce qui, dans un contexte de ralentissement économique, a conduit à une baisse des ventes au comptant ou à des ventes à crédit plus risquées. La baisse des revenus qui en a résulté a été immédiate, et l'instabilité des crédits – libellés en monnaies locales – a aggravé la situation.

Les investisseurs, déjà méfiants face à des modèles économiques non éprouvés dans des marchés incertains, ont hésité à fournir le financement en capital qui était désespérément nécessaire. Ils se sont plutôt tournés vers des instruments de dette, croyant à tort que ceux-ci étaient plus sûrs. Cependant, le service de cette dette, majoritairement en devises fortes, a créé une crise de liquidité à mesure que le ralentissement économique s'approfondissait. Les ventes ont chuté, les remboursements de crédit des clients se sont raréfiés, et les dévaluations monétaires à travers l'Afrique ont encore érodé la valeur de ces remboursements. Dans cet environnement de plus en plus risqué, de nombreuses start-ups n'ont pas pu sécuriser le capital patient nécessaire pour maintenir leurs opérations, encore moins pour se développer et innover.

Des signes de redressement et un avenir plus lumineux

Cependant, malgré ces défis, le secteur montre des signes de résilience. Plusieurs économies africaines commencent à se stabiliser, créant un climat d'investissement plus favorable. Cela a été particulièrement visible en juillet 2024, lorsque les investissements en capital dans les start-ups africaines ont atteint un sommet historique de 420 millions de dollars – le chiffre le plus élevé pour ce mois depuis 2019.

Ce qui est particulièrement encourageant, c'est que les start-ups qui ont survécu à la tempête ont prouvé leur capacité d'adaptation et leur résilience. L'adversité a stimulé l'innovation, conduisant à des modèles commerciaux mieux alignés sur les besoins du marché. Dans le ...

ÉTUDE DE CAS

Solar Panda - Innover face à l'Adversité

Solar Panda conçoit et vend des systèmes solaires domestiques et des appareils abordables et fiables, adaptés aux besoins des clients hors réseau. Depuis 2018, l'entreprise opère au Kenya, l'un des marchés les plus compétitifs du secteur. Lorsque la pandémie a frappé, Solar Panda a dû faire face à des défis importants : les coûts ont grimpé, le shilling kenyan s'est dévalué, et certains clients ont eu des difficultés à honorer leurs contrats de paiement "Pay-As-You-Go". Malgré ces obstacles, l'entreprise a obtenu un financement en actions de 12 millions de dollars en 2022, provenant de EDFI MC ElectriFI, OikoCredit et Export Development Canada (EDC). Cet investissement crucial a offert à Solar Panda l'espace nécessaire pour innover.

L'entreprise a amélioré ses systèmes et a complètement réinventé son approche des ventes à crédit, en mettant en œuvre des solutions alignées sur la demande du marché et les capacités de paiement des clients. Ce virage a été soutenu par un nouveau financement en actions de 6 millions de dollars de la part des mêmes investisseurs au début de l'année 2024. Le résultat ? Des ventes mensuelles record, des bénéfices réguliers mois après mois, et des projets ambitieux d'expansion vers de nouveaux marchés. Aujourd'hui, Solar Panda emploie plus de 300 personnes, a vendu plus de 350 000 systèmes rien qu'au Kenya, et a des ambitions concrètes de doubler son impact dans un avenir proche. Ce parcours illustre comment des investissements stratégiques en capital et innovation peuvent conduire au succès, même dans les environnements les plus difficiles. •

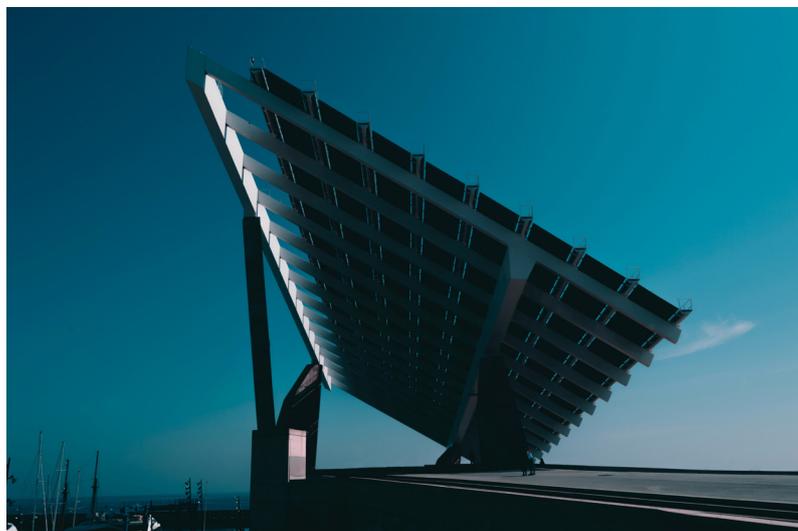




••• même temps, les baisses importantes des prix des panneaux solaires et des batteries transforment l'économie du solaire hors-réseau, le rendant plus compétitif que jamais. De plus en plus d'exemples de réussite commencent à émerger, avec certaines entreprises désormais régulièrement rentables. Dans ce paysage en mutation, des opportunités se présentent également sous la forme de fusions et d'acquisitions, où les entreprises résilientes peuvent se développer rapidement en consolidant ou en acquérant des concurrents.

Un tournant pour l'investissement Patient dans l'Énergie Hors Réseau

Les perspectives d'avenir s'améliorent sans équivoques, et il est revigorant de voir les discussions dans les conseils d'administration passer de la survie à une planification stratégique ambitieuse à long terme. Bien que les investissements en capital aient été rares, il y a des signes prometteurs que cela commence à changer. Les récentes annonces de nouveaux fonds de capital patient ciblant le secteur des énergies renouvelables indiquent que la tendance s'inverse. Notamment, le programme ASCENT de la Banque Mondiale, doté de 5 milliards de dollars, et le Fonds « Hardest to Reach » de 250 millions de dollars commencent tout juste à déployer leurs ressources. Les investisseurs existants ont affiné leurs stratégies, et même ceux qui étaient auparavant non impliqués dans le secteur explorent désormais les opportunités des



start-ups prometteuses. Le moment est venu pour les investisseurs d'agir avec audace et d'investir dans cet écosystème émergent. Les défis ont été immenses, mais les opportunités sont désormais tout aussi importantes. L'avenir de l'énergie hors-réseau en Afrique est radieux – si nous sommes prêts à le saisir. •

Guillaume Cruyt



Biographie

Guillaume Cruyt

Guillaume Cruyt chargé d'investissement chez EDFI MC ElectriFI, un fonds d'investissement à impact financé par l'Union européenne, afin de soutenir des entreprises et projets privés en phase de start-up, avec un focus sur l'expansion des connexions électriques et le renforcement des capacités de production à partir d'énergies renouvelables dans les marchés émergents.

À la rencontre de Wafa Rhallam : l'avenir de la gestion des bâtiments avec Smartglobe

Wafa Rhallam, en tant que CEO de VISIOPROCESS, vous dirigez une entreprise pionnière dans la gestion intelligente des bâtiments. Votre solution, Smartglobe, propose une approche novatrice qui optimise à la fois l'efficacité énergétique et la gestion des ressources. Nous vous remercions d'avoir accepté de répondre à nos questions.

Constat et défis actuels dans la gestion des bâtiments

Dans vos analyses, vous constatez que 70% des bâtiments sont mal réglés et que leur coût d'exploitation est bien plus élevé que leur coût de construction. Quels sont, selon vous, les principaux facteurs à l'origine de cette mauvaise gestion des ressources dans les bâtiments modernes ?

Les causes de ces problèmes sont variées : des réglages des équipements qui ne sont pas optimaux lors de leur mise en service, une conception surdimensionnée par rapport aux besoins énergétiques réels, et, plus simplement, une méconnaissance des exploitants concernant le comportement de consommation de leur bâtiment. Il est à noter que même un bâtiment doté d'une Gestion Technique Centralisée (GTC) se retrouve souvent avec un système obsolète, soit en raison de son utilisation rare, soit parce qu'il est jugé trop complexe et relégué à un ordina-

OPTIMISATION

teur dans un local au sous-sol, inaccessible ou peu consulté.

Rénovations énergétiques et solutions sans travaux

Les rénovations énergétiques sont souvent perçues comme coûteuses et complexes à mettre en œuvre, ce qui freine de nombreuses initiatives. Comment la solution Smartglobe permet-elle d'améliorer l'efficacité énergétique sans nécessiter de lourds travaux ? Pouvez-vous nous en dire plus sur la gestion à distance que vous proposez ?

Smartglobe vise à réduire la consommation énergétique des bâtiments et des industries de jusqu'à 40 %. Pour surmonter les obstacles financiers, nous proposons plusieurs solutions. D'une part, notre système nécessite très peu de travaux : notre passerelle (hardware) est compatible avec tous les protocoles connus, y compris les protocoles sans fil comme LORAWAN, ce qui nous permet de collecter des données sans avoir à tirer de câbles sur une distance allant jusqu'à 10 km. De plus, nous ne vendons pas de matériel ; nous nous adaptons aux équipements existants de nos clients. Cette approche permet de diminuer considérablement l'investissement initial.

Cible et marché de Smartglobe

À quel type de clients s'adresse principalement Smartglobe ? Est-ce que vous ciblez principalement des grandes entreprises, des institutions publiques, ou également des PME et des gestionnaires de bâtiments résidentiels ? Pouvez-vous nous décrire plus en détail votre marché actuel et vos perspectives de croissance à l'international ?

Aujourd'hui, Smartglobe s'adapte aux besoins du secteur tertiaire, comprenant les hôtels, centres commerciaux, bureaux et établissements hospitaliers, ainsi qu'aux sites industriels. Que ce soit pour des projets neufs ou pour des installations existantes, notre solution répond aux exigences de ces différents environnements. Les secteurs public ...

© Visioprocess



... et privé peuvent également bénéficier d'importantes réductions sur leurs factures énergétiques.

Nous constatons également une demande croissante de la part des sociétés de Facility Management et des bureaux d'études environnementaux qui s'engagent dans des contrats de performance énergétique. Ils souhaitent utiliser notre outil pour optimiser l'atteinte des objectifs de réduction de consommation qu'ils ont contractés, étant donné que ces contrats incluent des pénalités financières en cas de non-respect des cibles fixées. Par ailleurs, nous développons actuellement une solution légère destinée au secteur résidentiel, spécifiquement pour les gestionnaires de syndic et les propriétaires.

Innovation et impact environnemental

Face à l'urgence climatique, la technologie joue un rôle crucial dans la transition énergétique. Comment la suite de solutions Smartglobe, notamment avec les modules comme Smartglobe Vision et Smartglobe Control, contribue-t-elle à la réduction de la consommation d'énergie et d'eau dans les bâtiments ? Quels impacts tangibles avez-vous observés chez vos clients en termes de durabilité ?

Notre outil est un véritable 3 en 1. Grâce à l'association des trois packs – Smartglobe Vision, Control et Maintien – nous sommes en mesure d'analyser le comportement de consommation,

d'optimiser le fonctionnement des équipements et d'assurer leur maintenance (prédictive, préventive et curative). En moins de deux ans, cela nous a permis d'atteindre des réductions allant jusqu'à 40 % sur les bâtiments que nous avons équipés, en comparant les factures des années précédant l'implémentation de Smartglobe.

Sécurité et gestion des données

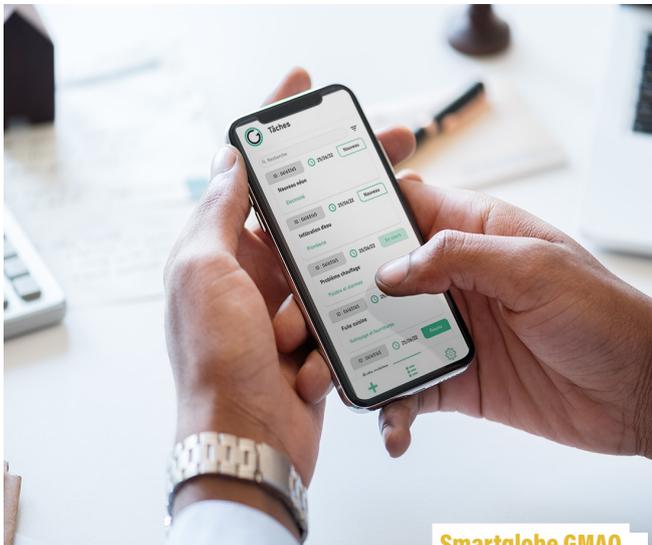
La dématérialisation et la gestion à distance impliquent une utilisation accrue de données. Comment assurez-vous la sécurité des informations collectées et leur usage pour optimiser les performances des bâtiments sur le long terme ?

Notre process et la sécurité de la data est très importante, nous avons la chance d'avoir dans l'équipe dirigeante un directeur R&D qui est également expert en cybersécurité et qui a mis l'accent et les efforts afin de sécuriser Smartglobe selon des normes strictes et reconnues. De plus, étant en SaaS, nous hébergeons les données de nos clients dans des data centers dont la politique de sécurité et en phase avec les normes internationales.

Retour d'expérience des utilisateurs

Des témoignages de vos clients, comme l'Institut Imagine ou la communauté d'agglomération de Paris-Saclay, soulignent les bénéfices qu'ils tirent de l'utilisation de Smartglobe. Pouvez-vous partager des cas concrets de mise en œuvre où votre solution a réellement transformé la gestion de leur parc immobilier ?





Smartglobe GMAO

Nous avons déployé Smartglobe sur une cinquantaine de bâtiments pour la communauté d'agglomération de Saclay, avec des résultats remarquables : l'étiquette énergétique est passée de F à E, une réduction de 27 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) a été constatée, ainsi qu'une économie d'eau de 30 %. Grâce à Smartglobe Maintien, notre solution dédiée à la gestion de la maintenance, l'équipe d'exploitation a pu gagner environ 3 heures par jour.

Vision à long terme pour VisioProcess

Comment envisagez-vous l'évolution de VisioProcess et des solutions Smartglobe dans les années à venir ? Quelle est votre vision pour le futur de la gestion des bâtiments, notamment face aux défis climatiques et technologiques qui s'annoncent ?

Notre développement est en pleine accélération, avec une demande croissante d'implémentation au Maroc et, plus récemment, dans plusieurs autres pays d'Afrique. Sur le plan technologique, nous allons bientôt lancer notre intelligence artificielle (IA) permettant la création de jumeaux numériques des bâtiments. Grâce à ces jumeaux numériques, Smartglobe pourra anticiper les événements avant qu'ils ne surviennent et ajuster automatiquement les équipements en conséquence, sans aucune intervention de votre part.

Par exemple, si les prévisions météorologiques annoncent une hausse significative des tempéra-

tures dans quatre jours, SMARTGLOBE déclenchera la climatisation plus tôt pour lisser la courbe de consommation énergétique et ainsi réduire les pics. De plus, si un équipement présente une variation de performance, même légère, comme une baisse de 5 % de son efficacité, le système vous enverra une alerte pour vous conseiller de vérifier l'état des filtres, dans le cadre de la maintenance prédictive. •

Interview réalisée par Jean Marie Kenfack



Biographie

Wafa Rhallam

Ingénieure spécialisée dans la construction, Wafa Rhallam est titulaire d'un DUT en génie mécanique et d'un Master en entrepreneuriat de l'INSEEC - Paris. Elle débute sa carrière en France avant de s'expatrier pour travailler sur des projets de construction dans quatre continents : Europe, Océanie, Amérique et Afrique.

En 2016, animée par le désir de contribuer au développement de son pays d'origine, elle décide de s'installer au Maroc, où elle participe à des projets emblématiques tels que la Tour Mohammed VI et le palace Royal Mansour.

Aujourd'hui, forte de son parcours professionnel, elle se lance dans l'entrepreneuriat en créant VisioProcess, une start-up marocaine dédiée à l'efficacité énergétique. Elle s'entoure d'une équipe pluridisciplinaire composée d'énergéticiens, de développeurs informatiques, de spécialistes des fluides et d'experts en études et travaux de construction.

CLIMAT

Défis de l'urbanisation rapide et du changement climatique dans les villes africaines

L'urbanisation rapide et le changement climatique posent des défis significatifs pour les villes africaines. Selon l'expert en environnement et chercheur, Mélaïne Assè-Wassa Sama, doctorant à l'Université de La Rochelle et responsable de projets d'action climatique en Afrique pour l'Association Climate Chance, « les villes africaines connaissent l'une des urbanisations les plus rapides au monde. D'après les projections des Nations Unies, les villes africaines compteront 900 millions d'habitants supplémentaires d'ici à 2050, soit les deux tiers de la population du continent ». Ce phénomène entraîne une série de problèmes complexes qui nécessitent une approche systémique et inclusive pour garantir un développement urbain durable.



Mélaïne Assè-Wassa Sama
Consultante en finance

Urbanisation et conséquences

L'urbanisation en Afrique génère des défis en matière d'infrastructures, de logements, de services publics et de gestion des ressources. Le déficit de logements décentes et abordables est alarmant, estimé à plus de 50 millions d'unités en 2018. Comme le souligne Mélaïne Assè-Wassa Sama, « si rien n'est fait, il pourrait considérablement s'aggraver. La construction d'environ 160 millions d'unités supplémentaires d'ici 2050 sera nécessaire pour pallier le problème ». Par exemple, au Gabon, le déficit de logements a été évalué à 237 000 unités en 2021, dont près de la moitié se trouvait à Libreville. Cette situation a entraîné une inflation des prix de l'immobilier et une augmentation des logements informels, souvent perçus comme plus accessibles, mais qui n'offrent pas de garanties en matière de sécurité et de durabilité.

© Climate Chance

CLIMATE CHANCE

OBSERVATOIRE
DE L'ACTION CLIMAT
EN AFRIQUE

AMÉNAGEMENT
URBAIN

FINANCEMENT

ÉNERGIE

USAGE DES
SOL

NOTE DE
DIAGNOSTIC •
HABITAT DURABLE
ET CHANGEMENT
CLIMATIQUE EN
AFRIQUE

Observatoire de l'Action climat en Afrique

Sommaire

1. La planification urbaine, un défi pour les villes africaines exposées au changement climatique.....2
2. Les villes africaines peinent à mobiliser des financements.....4
3. Des matériaux locaux et savoirs traditionnels sous-exploités.....6
4. Les villes africaines sont confrontées à un déficit énergétique important.....7
5. La gouvernance foncière au cœur de nombreux manquements dans les villes africaines.....9

En outre, le chercheur précise que « *la crise du logement est exacerbée par les risques climatiques, qui touchent près de 70 % des villes africaines* ». Les villes doivent faire face à des phénomènes tels que l'élévation du niveau de la mer, les inondations et les vagues de chaleur, qui ont des répercussions significatives sur la santé, les moyens de subsistance et le bien-être des populations. Des inondations récentes dans des villes comme Bamako et Lomé illustrent l'urgence d'une planification urbaine adaptée. Dans ce contexte, il est essentiel d'intégrer les enjeux climatiques dans la planification urbaine afin de réduire la vulnérabilité des territoires.

Mobilisation des financements

Afin de mieux appréhender les enjeux posés par l'urbanisation rapide, les villes africaines doivent mobiliser des financements, tant au niveau national qu'international. Comme le souligne Méline, « *les villes africaines cumulent le manque de ressources fiscales autonomes, l'insuffisance des budgets nationaux alloués aux villes et territoires, le faible investissement privé et un faible accès au financement international* ». L'importance des ressources financières est cruciale, estimée à 90 milliards de dollars par an pour répondre à ces défis. Cependant, de nombreuses villes souffrent d'un manque de ressources fiscales autonomes, d'insuffisance budgétaire et d'un faible accès au financement international.

Il est primordial d'exploiter la fiscalité locale, qui reste sous-utilisée dans de nombreuses villes africaines. Actuellement, l'impôt foncier représente à peine 6 % des ressources financières locales en Afrique, tandis qu'il peut atteindre 80 % dans d'autres régions comme les États-Unis. Méline Assè-Wassa insiste sur le fait que « *pour cela, il faut développer l'expertise locale en matière de mobilisation de ressources* ». Des initiatives comme le Fonds de Développement Urbain et Municipal de la BAD peuvent fournir un soutien technique aux villes africaines pour améliorer leurs finances locales et optimiser leurs capacités à investir dans des projets durables.

Rôle des gouvernements locaux et de la société civile

L'élaboration de politiques d'adaptation urbaine inclusives nécessite une approche participative. Selon le responsable de projets d'action climatique en Afrique pour l'Association Climate Chance, « *il est essentiel que*

les gouvernements locaux associent les populations au processus d'élaboration des politiques d'adaptation ». Ces gouvernements doivent travailler en étroite collaboration avec la société civile pour assurer que les voix des populations vulnérables soient entendues. La planification doit être envisagée comme un outil de renforcement de la gouvernance et de la démocratie locale. Il est essentiel d'impliquer les communautés dans le processus décisionnel, en intégrant leurs réalités et en s'appuyant sur les solutions innovantes développées par les populations dans les quartiers informels.

Méline Assè-Wassa Sama ajoute que « *le rôle de la société civile est essentiel dans la mobilisation des populations à participer aux différents processus de consultation et même porter le plaidoyer des populations* ». Les politiques d'adaptation doivent également s'appuyer sur les solutions innovantes forgées par les populations vulnérables, souvent dans les quartiers informels. Il est crucial de reconnaître que les meilleures pratiques émergent souvent des initiatives communautaires.

Technologies et innovations

Les technologies numériques et les innovations, telles que les villes intelligentes, jouent un rôle crucial dans la gestion des infrastructures urbaines et la résilience climatique. Comme le souligne l'expert, « *la question des données, notamment climatiques, est une des problématiques importantes du continent africain qui amenuise l'efficacité des politiques d'adaptation* ». L'accès à des données fiables et à jour est essentiel pour des politiques d'adaptation efficaces. Des plateformes comme le Mapping Territorial Transformations in Africa (MAPTA) fournissent des données essentielles pour aider les décideurs à élaborer des politiques plus intégrées et efficaces.

Les systèmes d'information géographique (SIG) et la modélisation 3D sont également des outils précieux pour planifier les infrastructures urbaines en tenant compte des risques climatiques. L'initiative de cartographie au Nigéria menée par l'équipe de Code for Africa, qui utilise des drones pour cartographier des zones vulnérables comme Makoko, illustre comment les technologies peuvent renforcer la résilience des communautés. Comme le note Méline Assè-Wassa, « *cette cartographie pourrait être utile aux autorités locales en cas de catastrophes comme l'élévation du niveau de la mer* ».



- Élaborer une véritable stratégie énergétique et climatique urbaine : « *Les villes et les territoires africains doivent en être acteurs* ».
- Réduire la vulnérabilité des territoires : « *Nous insistons sur l'importance de diagnostics à l'échelle des territoires sur leur vulnérabilité spécifique* ».
- Renforcer et adapter les financements : « *Il est indispensable de créer les conditions favorables au déploiement et à une meilleure utilisation de la fiscalité locale* ».

Les défis posés par l'urbanisation rapide et le changement climatique dans les villes africaines nécessitent des solutions innovantes et inclusives. En mobilisant les ressources nécessaires, en intégrant les voix des populations vulnérables et en tirant parti des technologies numériques, les villes peuvent non seulement surmonter ces défis, mais aussi devenir des modèles de durabilité et de résilience. Comme l'a souligné l'expert en environnement, « *l'adaptation des villes africaines au changement climatique doit être envisagée comme un projet collectif, nécessitant l'engagement de tous les acteurs, y compris les gouvernements, la société civile et les partenaires internationaux* ».

Jean Marie Kenfack

Vers une Feuille de Route pour l'Adaptation Urbaine

À l'approche des futures conférences internationales, telles que la COP29, il est essentiel de formuler des recommandations concrètes pour soutenir l'adaptation des villes africaines. Méline Assè-Wassa propose plusieurs pistes basées sur la Feuille de Route de Yaoundé pour un Habitat durable en Afrique :

- Renforcer les moyens d'action des gouvernements locaux : « *Sans une décentralisation renforcée, il nous paraît illusoire d'envisager progresser dans le sens d'un développement urbain durable* ».
- Inscrire la planification et la gouvernance foncière au cœur des stratégies : « *L'évolution de la gestion foncière est nécessaire, adaptée aux différentes réalités locales* ».
- Développer l'offre de logements : « *Nous proposons plusieurs pistes telles que le renforcement de la recherche développement sur les techniques urbaines durables* ».

Scanner le code QR pour découvrir la Feuille de route de Yaoundé pour un Habitat durable en Afrique.



RÉFÉRENCES

Depuis sa création en 2015, Climate Chance travaille au rapprochement des acteurs engagés dans la mise en œuvre des accords internationaux sur le Climat, la Biodiversité et la Désertification, en cohérence avec les Objectifs de Développement Durable. Il s'agit de la seule association internationale cherchant à fédérer l'ensemble des acteurs non-étatiques d'Europe et d'Afrique : gouvernements locaux, entreprises, organisations de la société civile, mais aussi médias, chercheurs et citoyens, œuvrant ainsi à l'accélération de l'action dans les territoires..

www.climate-chance.org

BIODIVERSITÉ

Embracing the Polluter Pays Principle: A Defining Moment for Climate Finance

We are at a crucial turning point in the climate emergency, where the demand for decisive climate action is more urgent than ever. The stark realities of climate change are affecting communities across the globe, but it is the most marginalized populations—those who have contributed the least to this crisis—who bear the brunt of its effects. Given this context, the New Collective Quantified Goal (NCQG) must serve as a catalyst for transformation, underscoring the pressing need for a significant rise in international public climate finance.

At the core of this transition is the polluter pays principle, a just framework for climate finance that ensures those who contribute most to greenhouse gas emissions—the leading polluters in industry and high-emission sectors—should shoulder their fair share of the expenses related to climate adaptation, mitigation, and addressing loss and damage. By enforcing contributions from the highest emitters, including nations, corporations, and individuals, we can unlock significant funding to advance global climate efforts.

One innovative proposal is the establishment of a Climate Damages Tax (CDT) on fossil fuel extraction. This groundbreaking approach has the potential to generate billions for climate initiatives, with projections indicating that if implemented by OECD countries, a CDT could produce \$900 billion by 2030. This financial influx would be vital for supporting climate initiatives in developing nations—regions that are in dire need of resources to build resilience and adapt to climate impacts. Additionally, it could promote the transition to sustainable energy systems in the countries where the tax is enforced.

In the face of unprecedented profits in the fossil fuel industry, coupled with rising emissions and the tangible toll of climate-induced extreme weather, the moral, economic, and environmental justification for enforcing the polluter pays principle has never been stronger. Implementing a Carbon Damages Tax (CDT) is crucial not only for equity but also as a practical means to secure the funding necessary for comprehensive climate initiatives.

© Greenpeace Africa



Dr. Oulie Keita
Executive Director of
Greenpeace Africa

To meet these vital objectives, the negotiations for the New Collective Quantified Goal (NCQG) must clearly adopt and implement the polluter pays principle. This necessitates a unified commitment from all parties to create fairly designed domestic taxes on high-emission sectors and to promote strong frameworks for international cooperation and dialogue. Such initiatives will ensure that the financial consequences of climate change do not unduly burden those who are least able to cope.

The NCQG must signify a pivotal moment—a strong statement that we are ready to hold accountable those who have profited the most from pollution. By way of the polluter pays principle, polluters will be put to the alarm that they will have to pay for the harms they have caused our communities, ecosystems and climate. Our future cannot be built on lost livelihoods, displacements and lives. Those who cause these losses and damages will have to be held accountable. Establishing a polluter pays principle within the new climate finance framework at COP 29 will help restore hope and trust in multilateralism. As we push for this fundamental change, Greenpeace Africa remains dedicated to advocating for fair climate finance solutions that emphasize justice, equity, and beneficial results for everyone.

Now is the time to take action. By adopting the polluter pays principle, we can initiate a new phase of climate responsibility and collaboration, ensuring that developing countries receive the necessary support to flourish in an evolving world. Let's take advantage of this opportunity to establish a future based on fairness and sustainability for future generations. •

ÉCOCONCEPTION

Des déchets à l'énergie : une ambition écologique

Les solutions d'Eco Énergie, incluant des méthaniseurs et des pyrolyseurs, offrent une réponse innovante à la crise des déchets en Afrique. Dans les lignes qui suivent, nous allons à la découverte des technologies qui transforment les déchets en énergie et en biocarburant, tout en promouvant une économie circulaire.

Zoom sur le promoteur

Florian Yamen est un jeune entrepreneur passionné par la science et le développement technologique. Son intérêt pour les énergies circulaires s'est éveillé dès ses années secondaires, où il a compris l'importance de produire de l'énergie tout en respectant l'environnement. Cette conviction est devenue le moteur de son parcours professionnel. Après avoir observé les pratiques efficaces et celles à améliorer dans de nombreuses entreprises de production d'énergie, il a décidé de lancer sa start-up, Eco Énergie, pour mettre en œuvre ses idées.

Florian est titulaire d'un master en ingénierie de l'énergie et de l'environnement, ce qui lui a permis d'acquérir une expertise précieuse. Son expérience dans des centrales telles que Kribi Power, qui fonctionne avec des combustibles fossiles, lui a offert une vision globale des défis environnementaux. Bien que ces centrales contribuent aux émissions de CO₂, il a pu observer de bonnes pratiques



prises en œuvre pour minimiser ces impacts. Cette expérience a renforcé sa détermination à trouver des solutions durables.

Eco Énergie : une initiative pour l'environnement

Eco Énergie est bien plus qu'une simple start-up ; c'est un projet ambitieux axé sur la protection de l'environnement en Afrique. La mission d'Eco Énergie est de développer des procédés respectueux de l'environnement, en proposant des solutions innovantes au recyclage et à la gestion des déchets. Parmi les prototypes développés figurent des méthaniseurs et des biodistillers, qui transforment les déchets organiques biodégradables en méthane, un gaz naturel. Ces dispositifs sont de véritables miracles pour le recyclage, permettant de réduire les déchets tout en produisant de l'énergie.

De plus, Eco Énergie a mis au point des modèles de pyrolyseurs, appelés Pyroplast, qui recyclent le plastique PET en biocarburant. Cette approche offre une solution viable face à la crise des déchets plastiques, un



florian yamen et ses associés pour eco energy

problème majeur en Afrique et dans le monde. Grâce à ces innovations, Florian vise à contribuer à une économie circulaire, où les déchets sont valorisés plutôt que jetés.

Malgré ses ambitions, Florian constate que la collaboration avec les autorités locales est un défi. Il a tenté de travailler avec la mairie de Yaoundé pour améliorer la gestion des déchets par des méthodes de tri, mais ses propositions ont souvent été ignorées. Il appelle à une plus grande ouverture des organismes compétents envers les initiatives écologiques, soulignant l'importance de l'éducation et de la sensibilisation des populations.

Florian a également été impliqué dans une étude financée par l'ONU sur les politiques environnementales. Bien que

le rapport officiel ne soit pas encore publié, certaines recommandations incluent l'allègement des taxes sur l'importation de véhicules récents et le contrôle des émissions des gaz d'échappement lors des visites techniques. Ces mesures pourraient contribuer à améliorer la qualité de l'air et à réduire la pollution.

L'objectif de Florian et de son équipe est de créer une économie durable qui protège l'environnement tout en créant des opportunités. Avec le soutien des autorités et la collaboration d'autres professionnels, ils aspirent à faire du Cameroun un leader en matière de protection de l'environnement en Afrique, visant à atteindre des crédits carbone.

Florian est conscient des difficultés auxquelles il fait face. La méfiance des officiels envers les jeunes start-up et les divergences d'idées parmi les entrepreneurs compliquent les collaborations. Cependant, il reste ouvert à toute forme de partenariat, convaincu que l'union fait la force.

Sa communication s'effectue principalement via les réseaux sociaux, où il partage ses projets et ses idées. Florian rêve de voir Eco Énergie devenir un acteur majeur dans le domaine de la durabilité, non seulement au Cameroun, mais aussi dans toute l'Afrique Centrale. Bien que le chemin soit semé d'embûches, sa passion et sa détermination lui permettent de croire en un avenir meilleur, où l'innovation et le respect de l'environnement vont de pair.

Habib Tizi



ÉCOCONCEPTION

Leadership Entrepreneurial et Finance Verte : Catalyseurs de la Sécurité Alimentaire au Gabon

Depuis près de trente ans, le Gabon, pays d'Afrique centrale au revenu élevé (PIB par habitant de 6856 USD en 2020), a adopté des politiques de préservation forestière et de stratégies vertes. Malgré ces efforts, ses forêts émettent annuellement 20 millions de tonnes de carbone, liées à la déforestation et à des dégradations naturelles (Pilling, 2021). À l'instar de nombreux pays africains, le Gabon fait face à des défis de sécurité alimentaire, aggravés par sa dépendance aux importations. Cependant, l'entrepreneuriat et la finance verte offrent des solutions prometteuses pour accroître la productivité agricole, renforcer les capacités locales et favoriser une croissance durable. Nous examinons ici comment ces leviers peuvent soutenir la sécurité alimentaire gabonaise en harmonie avec les principes d'une économie verte.



Patrick Eric MEYO OWONO

Conseiller en charge de la stratégie de mobilisation des ressources et la gestion de projet à la Présidence de la République du Gabon auprès de la Première Dame

Sous le leadership du Président de la République, le Général de Brigade Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA, l'arrivée au pouvoir du Comité de la Transition pour la Restauration des Institutions (CTRI) du 30 août 2023 marque un tournant dans l'histoire du Gabon. L'économie du Gabon reste axée sur l'exportation de matières premières, qui constituent 45 % du PIB national et 60 % des recettes budgétaires. Bien que le Gabon soit considéré comme un pays de la tranche supérieure des revenus (PRITS), son économie demeure vulnérable aux chocs externes, en particulier face aux mouvements cycliques et aux crises économiques internationales. Le but du Gabon étant de se développer vers 2025, en favorisant la diversification de son économie et son ancrage dans la sauvegarde de la nature et le combat contre le réchauffement climatique.



Après 12 mois de transition, le pays est confronté à des décisions cruciales concernant le modèle de développement à adopter pour garantir une croissance économique durable et inclusive, tout en préservant son environnement et ses richesses écosystémiques significatives. Sa richesse naturelle et ses vastes terres agricoles inexploitées, se trouve à un carrefour critique où les défis de la sécurité alimentaire se mêlent aux opportunités de croissance durable. Dans cette dynamique, deux leviers apparaissent comme essentiels : le leadership entrepreneurial et la finance verte.

Ensemble, ils peuvent non seulement contribuer à renforcer l'autosuffisance alimentaire, mais aussi poser les bases d'un modèle de développement durable. Comment ces deux catalyseurs peuvent-ils transformer le paysage agricole du Gabon et répondre aux enjeux pressants de la sécurité alimentaire ?

Leadership entrepreneurial : Un moteur d'innovation pour l'agriculture

Traversés par des courants de pensée composites, le leadership (Bryman, Collinson, Grint, Jackson et Uhl-Bien, 2011 ; Rumsey, 2012) et l'entrepreneuriat (Acs et Audretsch, 2010 ; Casson, Yeung, Bassu et Wadeson, 2006) s'inscrivent dans une longue tradition de recherche dans les sciences du management. Dans un cadre organisationnel, le leadership renvoie à la capacité d'un individu (le leader) à créer des scénarios visionnaires et à les utiliser pour influencer, mobiliser et fédérer des individus et/ou des groupes compétents et impliqués pour atteindre des objectifs et contribuer efficacement à la réalisation d'une action collective sous-jacente à ces scénarios (Yukl et Gardner III, 2013).

L'entrepreneuriat, phénomène organisationnel lié à la fondation, à l'expansion ou à la reprise d'entreprise, est une action entreprise par un intervenant social qui donne à différentes ressources la capacité inédite de générer de la valeur pour des intervenants (Verstraete et Fayolle, 2005). Le LE se présente comme un « nouveau paradigme » (Harrison, Paul et Burnard, 2019). Il se situe entre diverses perspectives (Carsud, Renko-Dolan et Brännback, 2018 ; Leitch et Harrison, 2018b ; Roomi et Harrison, 2011). Il analyse les similitudes entre ces deux domaines disciplinaires, leurs thèmes communs, leurs relations et divergences, ainsi que les ressemblances entre leaders et entrepreneurs (Cogliser et Brigham, 2004, Harrison, Paul et Burnard, 2019, Kuratko, 2007, Leitch et Harrison, 2018b, Vecchio, 2003).

Le leadership entrepreneurial joue un rôle clé dans la transformation des systèmes agricoles au Gabon. Les entrepreneurs, qu'ils soient issus de milieux ruraux ou urbains, réinventent les pratiques agricoles grâce à l'innovation et à la créativité. Ces leaders sont des pionniers dans l'adoption de nouvelles technologies, l'optimisation des chaînes de valeur, et l'introduction de modèles agricoles qui répondent aux besoins locaux tout en valorisant les produits du terroir.

Dans des secteurs comme l'agriculture biologique, la trans-

formation agroalimentaire ou encore l'agriculture de précision, le leadership entrepreneurial stimule la création d'entreprises et la génération d'emplois. D'ailleurs lors de son discours à l'adresse de la nation le 31 décembre 2023, le Chef de l'Etat avait appelé les gabonais à se mettre résolument à l'entrepreneuriat car l'état ne peut plus recruter tout le monde. Les femmes, en particulier, jouent un rôle croissant dans ce domaine, à travers des coopératives agricoles ou des initiatives entrepreneuriales qui non seulement améliorent leur situation économique, mais renforcent aussi la résilience des communautés locales.

La finance verte : Un pilier pour le développement durable

Le sujet de la croissance verte est plus que d'actualité et qui se pose dans le monde entier au regard de ses enjeux, défis et perspectives. Il recèle un potentiel de croissance qui pourrait être à l'origine d'un nouveau modèle de développement économique et humain durable. Ainsi, un cadre d'action pour une croissance verte devient nécessaire pour tous les Etats (Girouard, 2012). Les accords de Paris sur le climat ont fixé comme objectif la limitation du réchauffement climatique à +1,5°C d'ici 2050, afin d'assurer la transition vers une économie durable. Cet objectif implique des politiques innovantes de financement vert et de nouveaux mécanismes de financement. La finance verte, quant à elle, offre des solutions innovantes pour financer des projets agricoles durables. En intégrant des critères environnementaux dans les mécanismes de financement, la finance verte permet aux entrepreneurs de mener des projets tout en respectant les écosystèmes. Les fonds verts, les obligations vertes et autres mécanismes de financement participatif offrent des alternatives aux sources traditionnelles de financement, souvent inaccessibles pour les petits producteurs.

Au Gabon, la finance verte pourrait révolutionner le secteur agricole en offrant un soutien aux initiatives qui réduisent l'empreinte écologique tout en augmentant la production alimentaire. Cela inclut le financement de techniques agricoles qui préservent la biodiversité, comme l'agroforesterie, et l'utilisation d'énergies renouvelables pour les systèmes d'irrigation.

L'évaluation révèle des initiatives remarquables qui hissent le Gabon sur la scène internationale (législation climatique, crédits carbone, fonds souverain décarbonné, planification durable d'un développement diversifié et optimisant les ressources naturelles, stratégie RSE dans le secteur



privé). Mais le secteur financier national n'a pas encore déployé toute sa capacité à soutenir l'économie nationale.

Synergie entre leadership entrepreneurial et finance verte

entre leadership entrepreneurial et finance verte

La combinaison du leadership entrepreneurial et de la finance verte constitue une approche gagnante pour relever les défis de la sécurité alimentaire. Les entrepreneurs agricoles, lorsqu'ils sont soutenus par des financements verts, peuvent transformer les pratiques agricoles et augmenter les rendements tout en respectant l'environnement. Cela se traduit par une meilleure gestion des ressources naturelles, une réduction des émissions de gaz à effet de serre, et une augmentation de la productivité des terres agricoles.

Des projets comme la diversification des cultures, la réduction des pertes après récolte et le développement de circuits courts de distribution peuvent voir le jour, contribuant ainsi à renforcer l'indépendance alimentaire du Gabon. De plus, ces projets génèrent des opportunités pour les jeunes et les femmes, renforçant ainsi la cohésion sociale dans les communautés rurales.

Perspectives

Toutefois, plusieurs défis subsistent. Les entrepreneurs agricoles gabonais font face à des obstacles tels que l'accès limité aux financements, le manque de formation technique, et l'absence de structures de soutien adaptées. De plus, la finance verte reste un concept relativement nouveau et sous-utilisé, nécessitant une sensibilisation accrue et une meilleure structuration des mécanismes d'accès.

Pour maximiser l'impact du leadership entrepreneurial et de la finance verte sur la sécurité alimentaire, il est essentiel de mettre en place des politiques publiques favorables. Cela inclut la création d'incitations fiscales pour les projets verts, la promotion des partenariats public-privé, et l'accompagnement des entrepreneurs dans le développement de leurs projets.

Le leadership entrepreneurial et la finance verte sont des catalyseurs essentiels pour la sécurité alimentaire au Gabon. Ensemble, ils peuvent non seulement transformer l'agriculture gabonaise, mais aussi poser les bases d'une économie plus durable et résiliente. En soutenant ces initiatives, le Gabon peut non seulement nourrir sa population, mais aussi se positionner comme un leader en matière de développement durable en Afrique.

BIODIVERSITÉ

Grainotech SAS : vers une agriculture durable et inclusive en Côte d'Ivoire

Grainotech SAS, anciennement Grainothèque, est une entreprise d'ingénierie agricole et animale qui s'emploie à promouvoir des pratiques durables en Côte d'Ivoire. Forte d'un modèle de production intégrant agriculture et élevage, elle vise à améliorer la qualité des productions locales tout en valorisant l'innovation technologique. Grâce à ses initiatives de transformation et à des partenariats de financement stratégiques, Grainotech ambitionne de devenir un acteur central dans la filière agroalimentaire ivoirienne.



Le Directeur général Grainotech SAS - Oulai daniel, lors de l'ouverture du nouveau siège social de l'entreprise

Grainotech SAS met en place un modèle d'intégration complète qui combine les activités de culture de riz et d'élevage porcin. Ce modèle repose sur des pratiques d'agriculture circulaire : le lisier de porc sert de fertilisant naturel pour les cultures de riz, et les sous-produits de la culture du riz sont recyclés en alimentation porcine. Cette approche optimise l'utilisation des ressources et réduit les déchets tout en assurant la traçabilité des produits sur toute la chaîne de production, garantissant ainsi qualité et sécurité pour le consommateur.

L'entreprise a choisi de se réorienter en 2023 sous sa nouvelle dénomination, Grainotech SAS, pour marquer son engagement vers l'innovation numérique. Cette transformation traduit une volonté d'intégrer des solutions technologiques au service des pratiques agroécologiques. Le nouveau siège social de l'entreprise, véritable hub de

développement, reflète ces ambitions et marque un pas supplémentaire vers la modernisation du secteur agricole en Côte d'Ivoire.

Malgré les défis qui pèsent sur le secteur agricole, comme la hausse des coûts des intrants, l'inflation et les effets du changement climatique, Grainotech continue de progresser. Elle se distingue par son engagement à renforcer la résilience des petits agriculteurs en leur ouvrant l'accès à des débouchés dans les chaînes de valeur du riz et du porc. L'entreprise a également investi dans des pratiques agroécologiques pour renforcer la durabilité de ses opérations et minimiser leur impact environnemental.

Grainotech SAS se développe avec la création de deux nouvelles infrastructures industrielles : une rizerie d'une capacité de 2 tonnes par heure pour la transformation locale du riz et un moulin pour recycler les sous-produits du riz en alimentation porcine. Ces installations soutiennent l'approche circulaire de l'entreprise et sa volonté de maximiser la valeur des ressources agricoles locales, contribuant ainsi à la structuration de filières agricoles plus autonomes et efficaces.

Le développement de l'entreprise est soutenu par des financements stratégiques, notamment des subventions de la Fondation Bill Gates (200 000 \$) et du CIRAD (300 000 €). Ces fonds permettent à Grainotech de concrétiser son ambition de créer une filière agricole inclusive, où les petits producteurs jouent un rôle central. Avec une équipe de professionnels et de techniciens spécialisés, Grainotech SAS continue d'étendre son impact dans le secteur agricole ivoirien, misant sur une vision de durabilité et d'innovation au service des communautés locales. •

COOPÉRATION

Montpellier : une ambition partagée pour l'Afrique

Clare Hart, élue de Montpellier Méditerranée Métropole en charge du Rayonnement international et de la Coopération européenne, nous parle des engagements de la Métropole pour le développement durable en Afrique. Entre soutien à l'agriculture, gestion de l'eau et programmes pour les jeunes entrepreneurs, elle partage la vision dynamique d'une coopération renforcée avec le continent africain, affirmant le rôle central de Montpellier en tant que hub de la redéfinition des relations euro-africaines.



Clare Hart

Conseillère municipale et élue à Montpellier Méditerranée Métropole déléguée au Rayonnement international et à la Coopération européenne

AGRICULTURE DURABLE

Montpellier, engagée dans la santé globale et l'innovation agricole via la MedVallée, mène plusieurs initiatives en Afrique, en partenariat avec des acteurs comme le CIRAD et le Campus des jeunes entrepreneurs africains. Comment la Métropole soutient-elle l'agriculture durable en Afrique, et quels projets concrets illustrent cet engagement ?

Montpellier se positionne comme un acteur clé dans le domaine de la santé globale, constituant l'un des pôles d'excellence de la Métropole. Avec l'une des plus fortes concentrations de chercheurs en Europe et la plus vieille université encore en activité (plus de 800 ans), Montpellier incarne un véritable écosystème d'innovation. Notre leitmotiv est clair : « soigner, nourrir, protéger. »

Dans cette optique, nous avons conçu la MedVallée, un projet structurant qui vise à rassembler cet écosystème de recherche et d'innovation. De nombreux projets sont ainsi développés pour rendre l'agriculture plus durable, inclusive et à la pointe de la technologie. Aujourd'hui, la Métropole soutient l'agriculture durable en collaboration avec des partenaires locaux tels que le CIRAD, SUPAGRO et l'Université de Montpellier, mais aussi grâce à un tissu économique engagé, notamment en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la Métropole, en partenariat avec la fondation Prospective et Innovation, a lancé le Campus des jeunes entrepreneurs africains. Ce dispositif vise à soutenir des porteurs de projets à fort impact en

Source : MMM



Photo de famille après la masterclass de Madame Moreno réalisée dans le cadre de l'édition 2 du campus des JEA

leur offrant des opportunités de networking, des masterclass avec des experts, et un espace d'échange pour trouver des solutions et renforcer leur développement. Nous apprenons également beaucoup de ces jeunes entrepreneurs, qui apportent de nouvelles idées aux acteurs du territoire. Grâce à cette initiative, la Métropole a permis à des entrepreneurs africains de développer leurs projets dans leur pays d'origine, notamment au Sénégal et au Bénin.

GESTION DES RESSOURCES

La gestion de l'eau est un autre pilier de la coopération entre Montpellier et l'Afrique. La Métropole soutient des projets à Fatick, Kiffa et dans la Vallée de l'Arghen pour améliorer.

Quelles initiatives concrètes Montpellier met-elle en œuvre pour renforcer la gestion de l'eau en Afrique ?

La gestion des ressources en eau est une thématique prioritaire à Montpellier, qui accueille le siège du Centre UNESCO ICIREWARD. Une part importante des projets de coopération décentralisée de la Métropole repose sur cette gestion,

financée par le mécanisme du 1 % eau, introduit par la loi Oudin-Santini, permettant de récupérer 1 % des ressources des services publics d'approvisionnement pour de tels projets.

Ainsi, Montpellier a signé des conventions de coopération décentralisée avec des villes africaines, telles que Fatick au Sénégal, Kiffa en Mauritanie, et dans la Vallée de l'Arghen au Maroc, afin d'améliorer la gestion de l'eau et d'optimiser l'assainissement. Pour la plupart de ces projets, cela permet également la réutilisation des eaux pour l'alimentation et l'agriculture durable. Nous collaborons notamment avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Je vous invite à consulter l'onglet « coopération décentralisée » du site de la Métropole de Montpellier, où vous trouverez des vidéos présentant ces initiatives.

De plus, lors de la première édition de la Biennale Euro-Africa de Montpellier, les "Euro-Africa Water Days" ont permis de rassembler près de 300 scientifiques, représentants de collectivités territoriales, membres de la société civile et entrepreneurs, tant africains qu'européens, autour des enjeux de la gestion des ressources en eau. Co-organisée avec le Centre UNESCO ICIREWARD, cette initiative visait à inclure tous les acteurs concernés par la gestion de l'eau — entrepreneurs, artistes, décideurs politiques — afin de proposer des solutions variées et adaptées.

Montpellier se distingue aussi dans les énergies renouvelables avec le Plan solaire 2050. La Métropole envisage-t-elle de nouvelles coopérations pour soutenir la transition énergétique en Afrique ?

Montpellier est très en pointe sur des projets de ce type sur le territoire comme le déploiement du Plan solaire 2050, mais pas encore de concrétisation de projet en Afrique. Cela pourrait être de nouveaux axes de coopération à réfléchir.

COOPÉRATION EN MATIÈRE DE FORMATION

La ville soutient la formation des entrepreneurs africains, notamment via le Campus des Jeunes Entrepreneurs Africains et des projets avec la diaspora. Quels dispositifs Montpellier met-elle en place pour appuyer la formation et le développement de compétences des communautés africaines ?

Montpellier soutient de nombreux projets associatifs portés par les diasporas allant dans ce sens. La Métropole s'efforce d'ailleurs d'impliquer les diasporas dans ses initiatives en lien avec l'Afrique telles que la biennale Euro Africa de Montpellier, ou le Campus des jeunes entrepreneurs africains, pour

se positionner donc dans une démarche de co-construction de la programmation avec elles.

Aussi la Ville est très axée entrepreneuriat et déploie par conséquent des dispositifs visant à renforcer les capacités des communautés africaines qui le souhaitent. Le Campus des Jeunes entrepreneurs dont j'ai parlé plus haut et qui a permis d'accompagner une trentaine de jeunes depuis 2022. Eu égard à la montée en puissance de cette initiative, le Maire Président ambitionne de doubler le nombre d'entrepreneurs. Ainsi, chaque année, ce ne sera plus 10 entrepreneurs mais plutôt 20 qui feront partie de la cohorte du Campus des Jeunes entrepreneurs africains.

Nous avons également sur notre territoire d'autres structures telles que la Halle Tropisme qui se lance dans l'incubation des porteurs de projets africains dans le domaine des industries culturelles et créatives. Des pont seront donc imaginés entre nos deux dispositifs.

IMPACT ET RÉSULTATS

Quels témoignages ou résultats concrets illustrent l'impact de ces projets, et comment la Métropole évalue-t-elle la réussite de ses actions en Afrique ?

Nous avons reçu des retours assez positifs concernant nos initiatives, que nous avons vulgarisées sur notre site, notamment en ce qui concerne la coopération décentralisée. Dans la Vallée de l'Arghen, par exemple, la population dispose aujourd'hui d'un accès à l'eau potable pour tous. Dans la région du Sine, au Sénégal, dont la culture fluctuait en fonction des saisons sèches et pluvieuses, la population peut désormais cultiver pendant les deux saisons.

De plus, les retours des bénéficiaires du programme des jeunes entrepreneurs africains sont également positifs. Certains ont pu augmenter leur visibilité, perfectionner leurs processus ou encore gagner en productivité. Deux d'entre eux sont d'ailleurs à Montpellier pour une formation de sept mois.

La mesure du succès de nos actions repose tout d'abord sur un suivi des projets et sur une relation étroite et collaborative avec nos homologues et partenaires africains. En effet, Montpellier souhaite être ce hub de redéfinition des relations entre l'Europe et l'Afrique, où de nouveaux modes de coopération sont envisagés. Nous mettons un point d'honneur à cela. Le succès de nos actions se mesure donc par la satisfaction des partenaires et des populations. •

Entretien réalisé par Jean Marie Kenfack

INNOVATION ET BIODIVERSITÉ

Chbika : le dispositif marocain qui nettoie nos plages et protège les écosystèmes marins

Face à la menace croissante de la pollution des plages, une solution marocaine émerge comme prometteuse : Chbika. Signifiant "petit filet" en darija marocain, ce dispositif est conçu pour capturer les microdéchets sur les plages tout en préservant le sable propre. Grâce à sa conception ingénieuse, Chbika fonctionne comme un balai traditionnel, mais avec un filet fin qui retient les déchets invisibles à l'œil nu, contribuant ainsi à la protection des écosystèmes marins.



Une vue du dispositif de nettoyage Chbika

Une solution durable et accessible

Chbika ne se limite pas à une simple innovation technique ; elle incarne une approche durable face à la pollution côtière. Son concepteur, Saad Abid, a fait le choix audacieux de ne pas breveter son invention, permettant ainsi une diffusion libre et accessible du processus de production. Cette décision vise à encourager une adoption à grande échelle, non seulement au Maroc, mais à travers

le monde, inspirant d'autres pays à adopter des solutions similaires pour la gestion des déchets sur leurs plages.

Impact mondial et répliquabilité

L'impact de Chbika s'étend bien au-delà des côtes marocaines. L'initiative a même suscité l'intérêt à l'international, comme en témoigne l'histoire de Diego Saladanha au Brésil, qui a reproduit le concept sous le nom d'Ecopeneira. Sa vidéo, devenue virale avec plus de 112 millions de vues, a propulsé Chbika sur la scène mondiale et a conduit Saladanha à recevoir le prix "Ocean Love Innovation Award" aux Pays-Bas, soulignant ainsi l'efficacité et la portée de cette innovation.

Protection des écosystèmes marins

En nettoyant les plages, Chbika joue un rôle crucial dans la préservation des écosystèmes marins. En éliminant les microdéchets qui menacent la faune aquatique, cette invention contribue à maintenir la biodi-

Une séance de tri des déchets après l'utilisation de Chbika



versité marine. Les déchets plastiques, en particulier, représentent un danger pour la vie sous-marine. En facilitant la collecte de ces débris, Chbika aide à restaurer des environnements côtiers sains, favorisant ainsi la vie marine et attirant à nouveau les touristes.

Un modèle d'innovation durable

Chbika incarne un modèle d'innovation durable qui pourrait inspirer de nombreuses autres initiatives à travers le monde. En partageant librement son invention et en mobilisant le public dans la lutte contre les déchets, cette initiative démontre que chacun peut contribuer à un changement positif. Alors que la planète fait face à des défis environnementaux pressants, des solutions comme Chbika offrent un espoir concret pour un avenir plus propre et durable.

Ainsi, Chbika représente bien plus qu'un simple dispositif de nettoyage ; elle est un symbole de collabora-

Nettoyage des plages marocaines avec Chbika



tion et d'engagement collectif envers la protection de notre environnement. Grâce à des initiatives comme celle-ci, la lutte contre la pollution marine devient non seulement possible, mais également accessible à tous. •

Habib Tizi

ENTRETIEN

Art, engagement et écologie au Service de la Biodiversité

Kathia Gretta, entrepreneuse engagée pour l'environnement, a fondé Hyacinth Art House, un projet innovant qui transforme la jacinthe d'eau, plante invasive, en opportunités artistiques et sociales. Avec des artisanes du Burundi, elle mêle créativité et développement durable, offrant à ces femmes des moyens de subsistance tout en contribuant à la restauration des écosystèmes aquatiques. Lauréate de plusieurs prix, dont le premier prix du public au prix AWA 2022, Kathia se bat pour sensibiliser à la protection de l'environnement et pour l'autonomisation des femmes artisanes.

Entretien avec Habib Tizi...

Pouvez-vous nous parler de votre parcours et de ce qui vous a conduit vers l'entrepreneuriat social et la protection de l'environnement ?

Mon engagement pour la protection de l'environnement a débuté par ma lutte contre l'invasion de la jacinthe d'eau. Dès mes études en Santé Publique à l'Université Lumière de Bujumbura, j'ai nourri une forte passion pour l'entrepreneuriat, en participant à divers programmes de formation sur ce sujet. Pour moi, l'aspect social et l'impact positif sont des éléments essentiels dans chaque initiative que je mène. D'ailleurs, dès le secondaire, j'étais déjà impliquée dans un club environnemental, "Ensemble pour la protection de l'environnement".

Qu'est-ce qui vous a inspirée à créer Hyacinth Art House et comment est née l'idée de travailler avec la jacinthe d'eau ?

Depuis mon enfance, j'entendais parler de la jacinthe d'eau à travers les médias et j'ai rapidement pris conscience des dangers qu'elle représente pour le lac Tanganyika. Pendant mes études, j'ai commencé à réfléchir à des solutions pour valoriser cette plante envahissante, notamment dans la vannerie. En 2021, après avoir remporté une compétition, j'ai pu concrétiser cette idée en récoltant la jacinthe d'eau, en la séchant et en collaborant avec des artisans pour créer des objets d'art. Aujourd'hui, Hyacinth Art House travaille avec 145 artisans, en majorité des femmes.

Kathia Gretta à la Soirée Africa Acts



Comment l'art et la biodiversité aquatique se rejoignent-ils dans votre démarche ? Pouvez-vous décrire le processus de création de vos objets ?

L'art occupe une place centrale dans notre projet, en transformant une ressource naturelle envahissante en créations uniques. Notre démarche créative non seulement réduit l'impact environnemental, mais promeut aussi un développement durable. Les tiges de jacinthe d'eau sont récoltées manuellement, séchées, puis tissées



Bref exposé de Kathia à l'Awa Prize

pour concevoir une gamme variée de produits artisanaux. Ce processus permet de valoriser les ressources locales tout en contribuant à l'autonomisation des femmes artisanes.

Quelles sont les principales difficultés rencontrées en travaillant avec des artisanes dans des zones défavorisées et comment y faites-vous face ?

Les défis incluent souvent des infrastructures routières dégradées, le manque de formation technique et des contraintes sociales. Pour pallier ces obstacles, nous avons mis en place des programmes de renforcement des capacités, offrant des formations aux artisanes afin qu'elles puissent acquérir de nouvelles compétences et améliorer leur savoir-faire.

Vous mentionnez un engagement pour la restauration des plans d'eau. Quelles initiatives avez-vous lancées pour concrétiser cet objectif ?

Hyacinth Art House contribue activement à la restauration des écosystèmes aquatiques par le biais de campagnes de nettoyage et de sensibilisation. Nous organisons régulièrement des initiatives pour éliminer les déchets plastiques des lacs et menons des actions éducatives dans les écoles, afin de sensibiliser les jeunes à l'importance de protéger nos ressources en eau.

Comment vos formations et sessions de partage d'expérience renforcent-elles l'autonomie des femmes artisanes, et quelles stratégies de sensibilisation adoptez-vous ?

Ces formations permettent aux artisanes de développer des compétences techniques tout en générant un revenu, créant ainsi une dynamique bénéfique pour leur autonomisation. Quant à la sensibilisation, nous organisons

des campagnes de collecte à grande échelle, impliquant jusqu'à 145 femmes, afin de promouvoir la préservation du lac et des ressources aquatiques.

Quel impact votre entreprise a-t-elle eu sur la biodiversité aquatique et sur les communautés locales ?

Depuis 2021, Hyacinth Art House a retiré 60 tonnes de jacinthe d'eau du lac Tanganyika, contribuant à la préservation de la biodiversité aquatique en réduisant l'impact de cette plante envahissante. Cela a permis d'améliorer la qualité de l'eau et de protéger les espèces locales. Au niveau social, l'entreprise a créé 5 emplois permanents et collabore avec 145 artisanes, principalement des femmes, en leur offrant des sources de revenus durables. En parallèle, nous avons sensibilisé plus de 1 000 jeunes à la protection de l'environnement, les incitant à s'engager dans la conservation des écosystèmes.

Quels conseils donneriez-vous à des entrepreneurs désireux de conjuguer art et protection de l'environnement ?

Croyez en vous et soyez persévérant : lancer un projet environnemental demande de la détermination. Vous ferez face à des défis, mais il est important de rester focalisé sur votre objectif et d'apprendre à surmonter les obstacles.

Affinez votre business model : l'impact environnemental doit s'accompagner d'une source de revenus viable. Un modèle d'affaires solide permet de pérenniser votre projet tout en maximisant votre impact écologique.

Ne cessez jamais d'être créatif et innovant : l'innovation est essentielle pour rester pertinent. Il faut Explorer de nouvelles idées, que ce soit dans les matériaux utilisés ou dans les méthodes de production, afin d'améliorer continuellement la contribution à la durabilité et à la protection de l'environnement. •



Les jeunes filles du programme Sisters in Success 2024 lors de leur visite au sein de Hyacinth Art HOUSE.

PORTRAIT

À la rencontre de Natasha Douho, fondatrice de La Reine Écolo

La revue Afrive est allée à la rencontre de Natasha Douho, fondatrice de La Reine Écolo, une initiative dédiée à la transformation des déchets agricoles en charbon écologique. Suite à un parcours personnel marquant, elle s'engage dans la protection de l'environnement en apportant des solutions énergétiques durables aux communautés touchées par des problèmes d'accès à l'énergie. Son projet associe innovation environnementale et réponse aux besoins locaux.

Natasha Douho, épouse Sei et mère d'un enfant, incarne la résilience et l'engagement. En 2019, son parcours prend une tournure tragique avec la perte de son bébé de sept mois, des suites d'une maladie cardiovasculaire. Cet événement bouleversant l'amène à réévaluer ses priorités personnelles et professionnelles. Soucieuse de trouver un nouvel équilibre et soutenue par ses proches, elle fait le choix de se tourner vers l'entrepreneuriat pour surmonter cette épreuve et redonner un sens à son engagement.

C'est ainsi qu'en mars 2020, Natasha commence à commercialiser des noix de coco fraîches. Elle débute modestement avec 100 unités, mais en l'espace de neuf mois, elle voit sa production exploser pour atteindre plus de 15 000 noix de coco par opération. Ce succès inattendu s'accompagne cependant d'un défi de taille : la gestion des déchets générés par cette activité florissante. Chaque opération de 15 000 noix de coco produit une quantité significative de résidus, ce qui soulève des questions cruciales sur l'impact environnemental de son entreprise.

En quête de solutions, elle explore Internet et découvre différentes méthodes de valorisation des déchets. Parmi elles, le concept de charbon écologique retient particulièrement son attention. Ce matériau, fabriqué à partir de déchets organiques, constitue une alternative durable au charbon traditionnel, souvent nuisible pour l'environnement. Quelques mois plus tard, La Reine Écolo voit le jour, avec pour mission de transformer les déchets agricoles en charbon écologique. Cette initiative vise non seulement à réduire



la pollution, mais également à fournir aux populations locales une source d'énergie de cuisson propre et accessible.

Les motivations de la reine vont au-delà des simples considérations économiques. Elle souhaite sensibiliser les communautés sur l'importance de la valorisation des déchets agricoles et contribuer à la préservation de l'environnement. Son projet allie innovation, responsabilité sociale et engagement envers la durabilité. Grâce à son expérience dans la

gestion des déchets et à des formations en éco-entrepreneuriat, Natasha a acquis les compétences nécessaires pour faire de La Reine Écolo une entreprise à impact positif.

En plus de la fabrication de charbon écologique, La Reine Écolo propose également des formations et des activités de sensibilisation pour encourager les pratiques durables au sein des communautés rurales. Mme Douho aspire à créer des opportunités économiques tout en favorisant une prise de conscience collective sur les enjeux environnementaux. Son projet a déjà commencé à porter ses fruits, notamment à Grand Bassam, où elle a contribué à sensibiliser la population à la gestion des déchets de noix de coco, tout en créant des emplois locaux. •



La production de biochar par la REINE ECOLO



AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS EN AFRIQUE

Le cabinet MOZA Consulting est spécialisé dans la transformation socio-économique sur le continent africain. Son objectif est de favoriser l'attractivité de certains pays africains auprès des investisseurs européens et internationaux dans les secteurs d'activité qu'il a ciblés.

MOZA Consulting contribue à rendre plus efficaces les activités du secteur agricole grâce à son expertise liée aux technologies dans le numérique favorisant une agriculture plus durable :

- Drones : Utilisés pour la surveillance des cultures, la cartographie des champs et l'application précise de pesticides et d'engrais.
- Capteurs IoT (Internet des objets) : Placés dans les champs pour collecter des données sur l'humidité du sol, la température, et d'autres conditions environnementales.
- Systèmes de gestion agricole (FMS) : Logiciels qui aident à planifier, surveiller et analyser toutes les activités agricoles, de la plantation à la récolte.
- Imagerie satellite : Fournit des images détaillées des champs pour surveiller la santé des cultures et détecter les problèmes potentiels.



PORTRAIT

Leila Kamdem : une architecte de la finance verte

Leila Kamdem, véritable pionnière de la finance durable, se distingue par son engagement en faveur de la finance verte au cœur de la City de Londres. D'origine camerounaise, elle incarne à la fois l'excellence et l'innovation dans un secteur en quête de responsabilité.

Leila Kamdem est une figure de la finance durable qui a combiné rigueur académique et vision pratique tout au long de sa carrière. Diplômée de l'Université Paris Dauphine, elle détient un double Master en Management et IT ainsi qu'en Comptabilité et Finance. En 2015, elle a enrichi son parcours en obtenant le Diplôme d'Expertise Comptable, une reconnaissance de son expertise dans les domaines comptables et financiers, délivrée par l'Ordre des Experts Comptables français.

Leila a commencé sa carrière chez Mazars en 2005, où elle a consacré près de 16 ans à développer son expertise. En tant que Manager en conseil bancaire, elle a rapidement gravi les échelons pour devenir Associée et Responsable des Services Financiers pour le Royaume-Uni. Cette évolution témoigne de sa capacité à transformer des défis complexes en opportunités, en utilisant ses compétences comptables pour fournir des solutions adaptées à ses clients.

En 2021, Leila a orienté sa carrière vers la gestion des risques climatiques. Nommée Responsable Groupe des Risques Climatiques chez HSBC, son expertise comptable s'est révélée importante. Elle a traduit les risques environnementaux en termes financiers, facilitant ainsi leur intégration dans les stratégies et rapports financiers de la banque. Sa capacité à combiner normes comptables et exigences de reporting liées au climat fait d'elle une référence dans le domaine de la comptabilité verte.

En 2023, Leila a été nommée Administratrice Non-Exécutive de HSBC Taiwan, ce qui souligne son rôle dans la gouvernance financière à l'ère du changement climatique. Son engagement dans ces instances



Portrait Leila Kamdem

décisionnelles met en avant l'importance d'intégrer les considérations environnementales dans les stratégies financières, contribuant à un avenir durable.

Le parcours de Leila Kamdem montre comment une formation solide en expertise comptable peut ouvrir des portes vers des responsabilités significatives tout en s'attaquant aux défis environnementaux actuels. Elle inspire une nouvelle génération de professionnels, les encourageant à aller au-delà des chiffres et à jouer un rôle actif dans la transition vers une économie durable. •

LA COP29

du 11 au 22 novembre 2024 à Bakou

La 29e Conférence des Parties (COP29) sur le climat, prévue du 11 au 22 novembre 2024 à Bakou, Azerbaïdjan, représente un moment décisif pour intensifier l'action climatique. En réponse à des records mondiaux de température et à des événements météorologiques extrêmes, cette conférence réunira des représentants gouvernementaux, des entreprises et la société civile pour des solutions concrètes.

L'un des thèmes majeurs sera le financement climatique, indispensable pour aider les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et à protéger les populations face aux impacts climatiques croissants. Des plans d'action nationaux actualisés seront également présentés dans le cadre de l'Accord de Paris, en vue de l'échéance de début 2025. Ces plans, alignés avec l'objectif de limiter le réchauffement à 1,5 °C, serviront également de bases pour des investissements soutenant les Objectifs de développement durable.

EMERGING VALLEY 2024

Le 3 décembre 2024 à Marseille

Le 3 décembre 2024, Aix-Marseille-Provence, récemment nommée Capitale européenne de l'Innovation, accueillera la 8^{ème} édition d'EMERGING Valley. Ce sommet, placé sous le Haut Patronage du Président Emmanuel Macron, se tiendra à Marseille et à thecamp, un lieu dédié à l'innovation et à la collaboration. EMERGING Valley, avec ses partenaires fondateurs - la

Métropole Aix-Marseille-Provence, Euroméditerranée, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, et la Ville de Marseille - rassemblera start-up, investisseurs et experts de l'innovation d'Europe et d'Afrique.

Thème 2024 : Financer l'innovation. Cet événement mettra l'accent sur le soutien financier aux startups dans un climat économique incertain. Parmi les participants notables figurent Corinne Amori Brunet, Ambassadrice du Bénin en France, et Jean Van Wetter, DG d'ENABEL.

CONGRÈS INTERNATIONAL DE MÉTROLOGIE 2025

11-14 mars 2025 - Eurexpo, Lyon

Le Congrès International de Métrologie (CIM), en partenariat avec le salon Global Industrie, tiendra sa 22e édition à Lyon du 11 au 14 mars 2025. Ce rassemblement de référence explore les innovations de la métrologie appliquée à l'industrie durable et l'Industrie 4.0, au sein d'un espace de 3000 m² dédié au secteur Mesure et Métrologie.

Le programme, dévoilé en octobre, comprendra plus de 200 présentations, dont des conférences, sessions posters, tables rondes, et ateliers pratiques, rassemblant plus de 650 participants de 45 pays. Ce public inclut 65 % d'utilisateurs industriels et 35 % d'organismes officiels et de laboratoires de recherche. Cet événement biennal promet échanges et découvertes scientifiques au service de l'industrie et de la société.

ASSOCIATIONS, INSTITUTIONS, ORGANISATIONS ET ENTREPRISES CITÉES DANS LE CADRE DE CE NUMÉRO

AFRILAND FIRST BANK	02
AJV CAMEROUN	10
BEI	32
CLIMATE CHANCE	42
CEI AFRICA	08
CHBIKA	54
CIM 2025	14
DALLE CONSULTING	17
ECO ÉNERGIE	46
EDFI MC ELECTRIFI	36
FORUM GALIEN AFRIQUE	16
GRAINOTECH SAS	51
GREEN CHANNEL	26
GREENPEACE AFRIQUE	12
HYACINTH ART HOUSE	56
LENDOSPHERE	26
MIGRATIONS CLIMAT	07
MONTPELLIER MÉTROPOLE	52
MPOWVER	08
MOZA CONSULTING	09
MYCO	26
OVERLORD	27
PR GABON	48
SMARTGLOBE	40
SOLIPAR	33
S2 SERVICES	17
WINDPOWER	28
WWF	11

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République



**EMERGING
VALLEY 2024**

Aix-Marseille-Provence, Hub d'innovations
émergentes entre l'Europe et l'Afrique

3 DÉCEMBRE 2024
THECAMP - AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Un évènement soutenu par la démarche  **PROVENCE
AFRICA CONNECT**

 **LAMETROPOLE**
AIX-MARSEILLE-PROVENCE



WWW.EMERGINGVALLEY.CO